

Commerce équitable Enclencher un cercle vertueux	1
Distribution La mini-révolution des supermarchés	3
TIC Pauvres mais branchés	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Femme et décentralisation Si ton mari t'écoute...	16

Site Web : [spore.cta.int](http://spore.cta.int)



#### Dans ce numéro

Alors que les  
producteurs africains  
découvrent les

exigences des supermarchés, les Européens imposent aux grandes chaînes de distribution de s'intéresser davantage au commerce équitable et aux produits bio. Dans un cas comme dans l'autre, seule une minorité de producteurs du Sud profitent déjà de ces nouveaux créneaux de commercialisation.

Le concept du commerce solidaire a mis trente ans pour sortir de la marginalité militante. Aujourd'hui, avec les technologies de l'information, les nouvelles tendances des marchés circulent plus vite. Consommateurs du Nord et producteurs du Sud sont à portée de souris. Ces derniers sont loin d'être tous branchés mais ceux qui le sont apprennent vite à repérer les opportunités d'affaires et à tisser leur toile sur le Web.



Illustration : C. Ollagnon

## Commerce équitable

# Enclencher un cercle vertueux

**Vendre à un juste prix est le souhait de tous les agriculteurs. Le commerce équitable en a fait sa devise. Apprécié par un nombre croissant d'Européens, il ne touche cependant qu'une infime partie des agriculteurs du Sud qui attendent avant tout le changement des règles du commerce international.**

Le commerce équitable est à la mode en Europe. Acheter les produits de petits agriculteurs du Sud payés à un juste prix, c'est pour les consommateurs du Nord marquer leur solidarité avec les producteurs marginalisés, écrasés par la globalisation. C'est devenir "consomm'acteur" pour un monde moins injuste et plus humain. Les grands forums internationaux et les campagnes menées par les associations qui dénoncent régulièrement l'inéquité du commerce international et l'exploitation des producteurs agricoles des pays en développement ont fait quelque peu bouger les mentalités. Les Européens veulent "consommer mieux", ils sont plus sensibles aux conditions de production de leurs aliments qu'elles soient sociales ou écologiques.

La grande distribution, toujours à l'affût de nouvelles tendances, l'a bien compris. Toutes les grandes enseignes ou presque présentent des produits du commerce équitable, même s'ils sont parfois difficiles à dénicher sur les rayons. "Mieux consommer, c'est urgent", affirme la dernière campagne publicitaire de Carrefour, le leader des hypermarchés dans le monde, qui ne manque pas de préciser qu'il faut "respecter l'homme et son environnement"... tout en assurant à ses clients les prix les plus bas possible. En Suisse, même McDonald's, le roi de la restauration rapide, s'est laissé convaincre et sert aujourd'hui du café équitable. Une façon de redorer son image de marque. Les organismes de coopération s'y intéressent à leur tour. Ainsi l'Union européenne

appuie-t-elle les démarches du commerce équitable dans les pays ACP en finançant des campagnes de promotion de ces produits en Europe. La Banque mondiale, elle-même, reconnaît dans un récent rapport sur le café qu'il améliore nettement les conditions de vie des producteurs du Sud.

Les chiffres témoignent de cet engouement : entre 2000 et 2002, les ventes du commerce équitable ont augmenté de plus de 40 % dans le monde. En France et en Norvège, deux pays jusqu'alors peu concernés, elles ont doublé entre 2001 et 2002 ! Mais ils sont encore loin du Royaume-Uni et de la Suisse, champions du commerce solidaire en volume des ventes. Pourtant, chaque citoyen suisse ne dépense en moyenne que 10 € par an pour soutenir les producteurs du Sud. Car si les idées généreuses sont largement partagées, payer quelques centimes de plus ces articles que ceux du commerce conventionnel est plus difficile... Malgré cette fulgurante progression, le café, le thé, les bananes, les jus de fruits, le sucre, le riz, les principaux produits vendus sous le label équitable, ne représentent que... 0,01 % du commerce mondial.

### 800 000 agriculteurs touchés

Rien d'étonnant à ce que, au Sud, cette forme d'échanges, basée sur l'équité, le partenariat, la confiance et l'intérêt partagé, reste méconnue. Certes, les groupements et les coopératives qui en bénéficient apprécient de vendre leurs productions à un prix plus élevé que celui du marché, de faire pré-financer leurs campagnes, de s'appuyer sur des contrats à long terme. Ils profitent aussi des infrastructures (écoles, centres de santé...) installées grâce à la prime de développement versée au groupement en complément du prix payé pour le produit. Mais seuls 800 000 agriculteurs dans le monde profitent de ces avantages. C'est en Amérique latine qu'ils sont les plus nombreux, le mouvement reste encore marginal en Asie du Sud-Est et en Afrique.

Peu de gens sont touchés et en outre, la plupart du temps, seule une faible partie de la production des agriculteurs est vendue sous le label équitable ce qui ne change pas vraiment leur vie. Car comme le dit un technicien agricole burkinabé, "ce qui intéresse les paysans, ce n'est pas la terminologie 'commerce équitable'. Ce qu'ils veulent, c'est du concret, c'est l'argent qui rentre dans leur poche". Ainsi les producteurs de mangues de la coopérative dont il s'occupe, qui s'étaient réjouis en 2002 de vendre leurs mangues biologiques deux fois plus cher que les mangues d'exportation conventionnelles, ont été très déçus l'an dernier. Seules 300 t leur ont été achetées sur les 40 000 produites. Même problème au Cameroun où les papayes biologiques sont payées trois fois plus cher que sur le marché local par une

association suisse : "Ma production est d'une tonne par semaine et Terrespoir en prend 58 kg !", regrette un des producteurs. Un problème fréquent sur les fruits et légumes frais qui sont généralement biologiques en même temps que d'être équitables, ce qui est rarement le cas pour le café.

De nombreuses initiatives émanent de petites associations du Nord qui fonctionnent souvent avec des bénévoles et peu de moyens. Elles ont plus de bonne volonté que de professionnalisme et sont soumises, pour les produits frais, aux aléas du transport aérien. Enfin, pour limiter le nombre d'intermédiaires, elles vendent à travers des réseaux de petits magasins spécialisés qui ne peuvent absorber que des quantités minimales. La force des grands distributeurs tient à leur approvisionnement par des centrales d'achat qui labellisent les produits vendus et écoulent des quantités beaucoup plus importantes.

### Des labels contraignants

Le commerce éthique en sortant de sa marginalité initiale s'est normalisé. N'est plus "équitable" qui veut. Pour l'être, les produits doivent répondre à des standards internationaux strictement définis depuis 2000 par Fair Trade Labelling Organizations international (FLO), un organisme reconnu par les différents intervenants de cette filière, soucieux de disposer d'un label. Les petits producteurs du Sud marginalisés, reconnus comme devant être les bénéficiaires de ce système, ont eux aussi des critères à respecter. Ainsi, les bénéfices doivent être équitablement répartis entre tous ceux qui concourent à la production (en particulier les femmes) ; le fonctionnement du groupement doit être transparent et démocratique. Des règles parfois mal comprises par les agriculteurs. Les producteurs burkinabés, par exemple, comprennent mal qu'on déplore que les femmes portent de lourdes corbeilles de fruits et qu'on veuille les contraindre à partager les revenus des récoltes avec elles. "À trop vouloir s'intéresser au sort de la femme, cela devient une discrimination. L'essentiel, c'est de satisfaire la famille", témoigne le vulgarisateur de retour d'une réunion de FLO.

Les exigences du Nord apparaissent d'autant plus floues aux paysans que de plus en plus souvent les produits sont à la fois équitables – payés à un juste prix – et biologiques, cultivés sans produits chimiques. Bien qu'indépendants, les deux mouvements vont souvent de pair, les consommateurs européens étant autant sinon plus soucieux du respect de l'environnement et de leur santé que du bien-être des producteurs. Les règles qu'ils imposent sont très contraignantes. Et si les quantités vendues s'avèrent trop faibles, le jeu en vaut-il la chandelle ?

Car pour l'instant, ce mode d'échanges ne s'applique qu'à des produits d'exportation de grande consommation comme le café ou la banane, ou de niche comme les fruits et les légumes bio. Ce que contestent d'ailleurs ses détracteurs qui estiment que loin d'aider les agriculteurs pauvres, le commerce équitable les rend encore plus dépendants des consommateurs du Nord et perpétue la division du travail entre pays producteurs pauvres et consommateurs riches. D'autres regrettent que les coûts écologiques ne soient pas véritablement pris en compte. Ils reprochent ainsi à Max Havelaar, leader de la vente des produits équitables en Europe, de faire venir par avion en Suisse des fleurs produites avec force produits chimiques sous serre au Zimbabwe. Enfin, certains trouvent que ce mouvement ne prend pas assez en compte les intérêts des petits agriculteurs du Nord lorsqu'ils subissent la concurrence de ceux du Sud.

Le monde du commerce équitable est agité par divers débats quant à sa finalité. Ainsi, l'association Minga, qui rassemble une trentaine d'associations en France, dénonce "une vision Nord-Sud qui a tendance à réduire le commerce équitable à une nouvelle forme d'aide au Tiers Monde et aux producteurs" alors qu'à l'origine, dans les années 70, la devise du commerce équitable était justement "le commerce et non l'aide".

### Rendre équitable le commerce

Faut-il continuer à augmenter le volume des ventes ou plutôt agir pour faire évoluer les pratiques et les règles du commerce international afin que la majorité des producteurs, et non plus une toute petite minorité, puisse profiter de prix plus justes ? Oxfam, l'organisation britannique pionnière de cette forme d'échanges, a opté pour la seconde voie et mène une vigoureuse campagne intitulée *make trade fair*, "rendre équitable le commerce". De nombreux militants estiment désormais plus efficace que les consommateurs fassent pression sur les entreprises pour promouvoir des valeurs écologiques et sociales durables, même si cette démarche ne porte ses fruits qu'à long terme, plutôt que d'acheter quelques produits à leur juste prix.

Selon toutes les prévisions, le commerce équitable va encore se développer en Europe mais aussi aux États-Unis. À lui seul, il ne changera pas la donne pour les agriculteurs du Sud, toutefois son impact n'est pas négligeable.

Il contribue, en effet, à la prise de conscience au Nord de la nécessité de changer les règles du commerce mondial et permet aux producteurs du Sud de mieux s'intégrer dans les circuits du commerce traditionnel. Car plus que l'augmentation de 10 à 25 % de leur niveau de vie, l'intérêt pour les agriculteurs de travailler avec les organisations du commerce équitable, c'est surtout de se former aux méthodes de gestion et de négociations avec les partenaires commerciaux pour savoir eux-mêmes défendre leurs intérêts.



## Distribution

# La mini-révolution des supermarchés

**L'essor des supermarchés dans de nombreuses zones des pays en développement menace les petits paysans. Mais il offre aussi de nouvelles opportunités aux producteurs locaux, à condition qu'ils arrivent à pénétrer ce nouveau marché.**

Vendredi soir à Antananarivo. Comme beaucoup d'habitants de la capitale malgache, Hanitra Randrianarivelo fait ses achats de la semaine dans son supermarché Champion. Elle apprécie la variété, les fruits et légumes qui ne sont pas de saison et le gain de temps. "Finalement, c'est pareil au niveau des prix, lance-t-elle, en remplissant son caddie, si on compare par exemple les haricots non triés, achetés au marché du coin, et ceux qu'on choisit ici soi-même. De toute façon, c'est plus rapide ici." Hanitra a un bon travail et s'inquiète peu du montant des achats qu'elle devra payer.

Ailleurs en Afrique, des familles aux revenus beaucoup plus faibles adoptent, elles aussi, les livres-services. Les supermarchés ont fait une percée dans la vente au détail des produits alimentaires dans bon nombre de pays (voir *Spore* 109), transformant ainsi les marchés agroalimentaires et les habitudes de millions de consommateurs. Le changement rapide de ce secteur représente un défi majeur pour de nombreux producteurs. Les petits paysans, incapables de répondre aux nouvelles exigences de production, de conditionnement et de livraison, risquent d'en être exclus s'ils n'arrivent pas à s'adapter.

### S'adapter ou mourir

"Les plus petits paysans sont en danger de marginalisation s'ils n'obtiennent pas une aide technologique, un capital de démarrage et tout ce qui est nécessaire pour accéder à ce nouveau marché", estime Kostas Stamoulis, économiste à la FAO. "Ils ont besoin d'aide au niveau des installations de conditionnement et de stockage pour se procurer les bonnes semences, mieux connaître les produits phytosanitaires et obtenir du crédit."

L'Amérique latine, y compris la région des Caraïbes, est en tête de la déferlante des supermarchés. L'Afrique, bien que plus lente à démarrer, la rattrape vite, surtout le Sud et l'Est. L'Afrique du Sud est en tête du peloton, grâce à deux chaînes, Shoprite/Checkers et Pick 'N Pay.

Avec leurs centrales d'achat, des marges réduites, l'accent mis sur les produits standardisés et la qualité, les supermarchés marchandent ferme avec leurs fournisseurs. Ceux-ci doivent être en mesure de livrer des produits prêts à mettre en rayon 365 jours

par an, avec des normes de goût, d'aspect et de sécurité constantes. "Les tomates doivent non seulement avoir du goût et un bel aspect, poursuit Stamoulis, mais elles doivent aussi contenir peu de résidus de pesticides, être livrées à temps et en quantités régulières. Les supermarchés ne veulent pas de rayons vides."

### Les nouvelles règles du jeu

Conditionnement, stockage et transport nécessitent investissements et nouvelles méthodes de la part des petits paysans. Environ 90 % des produits livrés à Freshmark, qui approvisionne Shoprite, doivent arriver lavés, conditionnés, étiquetés et munis d'un code-barres. Comme la plupart de ceux qui achètent pour les gros supermarchés, Freshmark gère des centres de distribution qui couvrent des régions entières. Les producteurs sont donc parfois obligés de transporter leur marchandise sur de longues distances, dans des véhicules bien réfrigérés. La certification de la sécurité des aliments peut représenter un autre obstacle, de nombreuses chaînes internationales exigeant maintenant des normes de culture et d'emballage plus rigoureuses que celles imposées au niveau national. L'impact des supermarchés devenant plus important, des tensions se font jour. En Tanzanie, des horticulteurs ont protesté quand un nouveau supermarché a proposé des fruits frais importés d'Afrique du Sud.

En revanche, pour ceux qui peuvent remplir ces nouvelles conditions, les retombées sont intéressantes. L'arrivée des supermarchés signifie un marché stable et un paiement rapide des fournisseurs. L'amélioration de la qualité et de la sécurité des aliments vendus localement représente un autre avantage potentiel, les paysans faisant tout leur possible pour satisfaire les exigences plus strictes des supermarchés, ce qui améliore aussi leur positionnement sur les marchés d'exportation.

Au Sénégal, Aboubacar Fall, un petit producteur, vend la totalité de sa production de riz à la chaîne Score. Pour remporter le contrat, il a dû investir dans le conditionnement, l'étiquetage et la livraison, mais il affirme que cela en valait la peine. "Je gagne bien ma vie" dit-il en déchargeant sa

*Clients et producteurs locaux prennent de plus en plus le chemin des supermarchés. Sécurité pour les premiers, contraintes mais aussi opportunités pour les seconds.*

Photo : M. Sack © Sylla International



marchandise dans un supermarché de Dakar, sur les rayons duquel s'empilent fruits et légumes divers, poulets et laits produits localement.

À mesure que se développe ce réseau de détail, s'ouvrent de nouvelles perspectives pour le commerce régional. Désormais, les bananes d'un magasin du Cap viennent peut-être du Zimbabwe, tandis que les petits légumes et les avocats arrivent du Kenya ou de Zambie. Avec une aide bien adaptée, les agriculteurs peuvent y arriver. En Zambie, un projet a permis aux petits exploitants de la région du Chipata de produire pour Shoprite choux, tomates et haricots verts de meilleure qualité.

### Approvisionnement local

"Il y a des dangers, mais il y a aussi des opportunités", d'après Stamoulis. Les exploiter prendra du temps, mais des projets sont prêts à la FAO pour créer des liens entre producteurs, ONG et les supermarchés eux-mêmes. Certaines chaînes, soucieuses de préserver leur image de marque, font davantage d'efforts pour s'approvisionner localement. En Namibie, les magasins fournissent une assistance technique aux petits producteurs, sous forme de semences, savoir-faire et aide à la certification. Suite aux protestations en Tanzanie, Shoprite affirme que 90 % du stock de son magasin d'Arusha provient de fournisseurs locaux.

Les producteurs se trouvent dans une situation précaire au sein d'une filière dominée par les acheteurs : une erreur et ils peuvent être "dé-référencés", un mot froid pour une réalité qui donne le frisson. Mais petit ne rime pas forcément avec exclu. Dans le district de Solwezi, en Zambie, le supermarché local a fait de la petite taille de ses fournisseurs un argument de vente. Un flot ininterrompu de producteurs livre chaque jour salades, épinards et oignons, non pas en camion, mais en vélo ou avec une brouette.



Photo : S. Chahara © Syfia International

## TIC

# Pauvres mais branchés

**Pas de développement sans accès aux TIC, estime-t-on maintenant. De fait, les agriculteurs branchés sur le monde s'en sortent mieux. Mais ils sont rares.**

**R**elier les gens entre eux pour une vie meilleure", telle était la devise du village global installé lors du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) qui s'est tenu à Genève en décembre 2003 (voir *Spore* 109). Comme l'ont montré les 265 organisations de 80 pays qui y ont exposé, les ICT4D, l'acronyme anglais des "Technologies de l'information et de la communication au service du développement" sont désormais entrées dans les mœurs partout dans le monde. Dans les pays du Sud, en dépit des contraintes régulièrement relevées, telles que la faiblesse des connexions, le manque de lignes téléphoniques ou l'analphabétisme, l'inventivité et la débrouillardise sont au rendez-vous pour combiner entre elles les différentes TIC et en tirer le meilleur parti.

Les ruraux, *a priori* les plus éloignés de ces techniques modernes, ne sont pas en reste. Ainsi au Niger, le village de Bankilaré, à l'extrême ouest du pays, qui n'a ni eau, ni électricité peut communiquer avec le monde entier. La radio-pilote installée là par le programme Radios rurales et des Centres d'information pour le développement (RURANET/CID) télécharge des documents via le satellite Afristar. Ils sont reçus grâce à un récepteur numérique connecté à un micro-ordinateur qui fonctionne à l'énergie solaire ! Sur leur radio à manivelle, les nomades et les agriculteurs de la région écoutent, traduits dans leur langue par les animateurs de la radio, conseils et nouvelles qui les ouvrent sur l'extérieur. Par exemple, comment utiliser l'énergie solaire pour regarder la télévision, pomper l'eau, sécher fruits et légumes ou mouliner leurs céréales. Mais ils ont toujours du mal à capter la radio nationale !

### Mieux vendre grâce au mobile

En Afrique, dans les zones rurales, la radio et le téléphone portable restent les deux outils les plus utilisés. Ils relaient via les radios numériques les informations transmises par Internet auquel n'a accès directement qu'une toute petite minorité de gens,

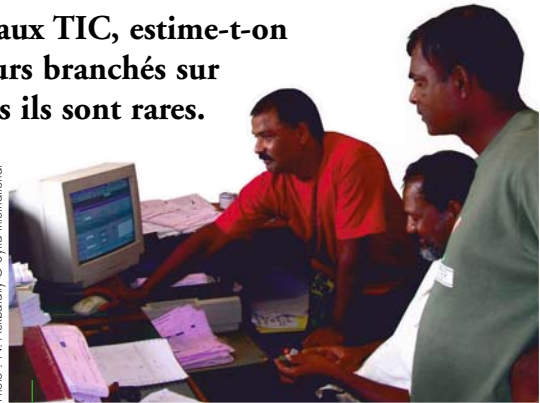
essentiellement des urbains. Après quelques années d'expérience, il apparaît que l'information sur les marchés est sans doute le service dont les agriculteurs perçoivent le plus rapidement l'utilité : mieux informés, ils tirent un meilleur profit de leurs productions.

Au Sénégal, les maraîchers de Sébikotane, dans la région de Dakar, voient s'afficher sur leurs téléphones portables les cours des fruits et légumes des cinq marchés de Dakar. T2M (Time to Market), ce système d'information en temps réel concernant "les prix et la disponibilité des produits agricoles et de la mer", mis en place par Manobi au Sénégal, a d'ailleurs été primé au SMSI.

De nombreuses initiatives ont ainsi vu le jour. En Ouganda, les radios traduisent en langues locales et retransmettent les informations sur les marchés jusqu'au fond de la brousse. En République dominicaine, les producteurs peuvent aussi connaître la météo et les coordonnées des acheteurs potentiels... Ces services sont tout particulièrement appréciés dans les îles du Pacifique très isolées. Destiné aux entrepreneurs des îles Salomon, Online Business Information service (OBIS), géré à partir d'un seul ordinateur installé au ministère du Commerce, informe sur les marchés et acheteurs, les possibilités de financement, les matières premières tous ceux qui le souhaitent et qui envoient leurs questions, par fax, téléphone aux autres depuis n'importe quelle île.

D'autres projets s'adressent à l'encadrement de l'agriculture et s'efforcent de favoriser une active circulation de l'information entre les chercheurs, les ministères de l'Agriculture, les vulgarisateurs. C'est le cas par exemple d'AGRINET au Ghana qui met en commun les informations des différentes institutions. En Afrique du Sud, AGIS, le système d'informations géographiques pour l'agriculture, un service d'information soutenu financièrement par le CTA, permet aux décideurs et vulgarisateurs de connaître les sols, les ressources naturelles ou les données économiques et sociales des régions où ils travaillent. De même, dans les îles du Pacifique, The South Pacific Applied Geoscience Commission (SOPAC) met à la disposition des agriculteurs des informations sur l'eau et les ressources naturelles qui orientent leurs choix de culture. L'élevage n'est pas oublié. Difficile aussi dans ces petites îles d'avoir des informations actualisées sur la santé animale et les risques d'épizootie

Photo : N. Achibareilly © Syfia International



**Les sites agricoles du monde entier enfin accessibles au Sud**

car il n'existe pas de laboratoire capable de faire des diagnostics. La base de données Pacific Health Information Service (PAHIS), qui prodigue des informations sur les maladies du bétail et les structures vétérinaires, y remédie et pour ceux qui n'ont pas facilement accès à Internet, il existe maintenant un cédérom mis à jour tous les ans.

C'est dans le e-commerce, qui permettrait aux producteurs d'exporter sans intermédiaires et d'obtenir ainsi des prix plus attractifs, que les pays africains sont le plus en retard, selon le rapport de la CNUCED sur

### Les planteurs mauriciens accros du Web

À Maurice, les planteurs ont de la chance. Tout a été mis en œuvre par le gouvernement pour faire d'eux des inconditionnels d'Internet. Depuis quatre ans, ils ont la possibilité d'avoir des prêts à 3 % pour s'équiper en micro-ordinateurs comme d'ailleurs tous les habitants de l'île. Près de 700 des 33 000 agriculteurs de l'île se sont ainsi branchés chez eux. Les autres préfèrent se rendre dans les coopératives presque toutes équipées en outils informatiques, souvent parce qu'ils ne savent pas se servir eux-mêmes de ces technologies.

Des sites ont été spécialement conçus pour eux par les ministères de l'Agriculture et des Coopératives. Bourrés d'informations utiles sur les services aux agriculteurs, les aides techniques ou les incitations fiscales, ils leur servent de guides dans leurs démarches qu'ils peuvent même faire par courrier électronique pour éviter de se déplacer. D'autres organismes comme l'Institut de recherche de l'industrie sucrière sont aussi présents sur la toile où ils présentent des informations pratiques directement utilisables par les planteurs. Ils apprécient de valoriser ainsi leurs travaux de recherche.

Pour tout savoir sur les TIC : consulter la page *Repères*. Pour plus d'informations sur les TIC pour l'agriculture et le développement rural : <http://ictupdate.cta.int>

## "Merci Internet !"

Six ans après sa première connexion à Internet, l'enthousiasme de Dramane Traoré est intact. Le coordinateur de Cikelaw, une modeste organisation de producteurs ruraux burkinabés basée à Bobo-Dioulasso, dans l'ouest du Burkina, n'en démord pas : "Internet a été inventé pour les organisations paysannes". Aujourd'hui, Cikelaw s'enorgueillit d'avoir un fichier de 150 adresses et de recevoir près de 500 e-mails par an. Si cette "ligne relationnelle", comme l'appelle D. Traoré permet d'être en contact avec des correspondants, l'important reste à ses yeux les financements reçus via Internet, la mise en réseau et les informations techniques.

Des crédits, l'association en a décroché plusieurs grâce au Web : 10 000 € pour financer pendant deux ans le crédit aux femmes, une subvention pour conduire une évaluation de ses activités, 7000 € pour un projet d'économie solidaire mené avec un réseau de cinq ONG...

Pour relancer la pomme de terre, Cikelaw navigue et trouve de multiples adresses de semenciers aux Pays-Bas et en France et une fiche technique marocaine qu'il adapte pour les producteurs burkinabés. Pour le soja, l'association noue des liens avec American soybean.

Les virus informatiques, la foudre qui endommage le modem, le coût de la navigation, rien ne décourage les membres de cette association. Pour eux, les avantages sont plus importants que les inconvénients.

Cikelaw

01 BP 186 Bobo-Dioulasso,

Burkina Faso

Tel/fax : +226 97 30 27

E-mail : cikelaw@fasonet.bf

le commerce électronique et le développement en 2003. Seule exception, le Kenya qui organise des enchères en ligne pour vendre son café comme le font déjà plusieurs pays d'Amérique latine. Les rares sites Internet de vente de produits agricoles sont peu attractifs, sauf en Afrique du Sud et ne disposent pas de système de paiement des transactions en ligne.

### Jouets sophistiqués ou outils de développement ?

Laboratoires pour des techniques innovantes ou outils de développement conçus pour désenclaver les producteurs agricoles et leur permettre de mieux vivre, les projets ne manquent pas. Lorsqu'ils sont simples et bien adaptés aux besoins, les progrès sont perceptibles. Mais ils restent très localisés et il est encore trop tôt pour mesurer leur impact global sur l'agriculture d'un pays.

Il n'empêche qu'aujourd'hui, c'est presque devenu un dogme : les TIC sont indispensables au développement et ceux qui rejettent ces technologies se placent dans le camp des perdants. Réduire la fameuse "fracture numérique" qui divise le monde entre ceux qui ont accès à Internet et ceux qui ne l'ont pas, devient ainsi la priorité des politiques de coopération. "Nous sommes résolus à

donner aux pauvres, dit la Déclaration de principes finale du SMSI, tout particulièrement ceux qui vivent dans les zones rurales et isolées (...), les moyens de devenir autonomes, d'accéder à l'information et d'utiliser les TIC comme outil dans les efforts qu'ils déploient pour s'arracher à la pauvreté". Les grandes déclarations ne manquent pas mais la fracture numérique recouvre toujours la fracture sociale entre les pays riches et les pauvres. Seul un Africain sur cent a accès à Internet contre un sur deux ou trois en Amérique du Nord et en Europe selon le rapport de la CNUCED. Et un ordinateur coûte 18 mois d'un salaire moyen au Kenya, deux ans au Ghana.

Le téléphone mobile, lui, explose en Afrique où il connaît la plus forte croissance mondiale depuis cinq ans. Mais les communications restent très onéreuses et inaccessibles à une grande part de la population. L'implantation des portables relève, en effet, du secteur privé qui veut avant tout rentabiliser ses investissements. Tous ceux qui n'ont pas un pouvoir d'achat suffisant seront laissés de côté, si des partenariats ne s'instaurent pas entre les États, les entreprises et la société civile des pays du Sud, prévient Marie Thorndal de l'association Réseaux et coopération. Car pour réduire la fracture numérique, il faut réduire la facture des pauvres. C'est ce à quoi s'emploie l'organisateur de la plate-forme de Genève Partenariat mondial du savoir (GKP), un réseau mondial qui favorise les contacts entre partenaires potentiels.

### Des autoroutes mais aussi des routes

Il y faut aussi une volonté politique comme celle du président malien, Amadou Toumani Touré, qui souhaite connecter 700 communes de son pays au réseau mondial ou celle du président Wade, le président sénégalais qui a saisi l'importance pour l'Afrique de ne pas rester à la traîne. Mais ces deux pays font figure d'exceptions. De trop nombreux gouvernements s'y intéressent peu ou même craignent la multiplication des points d'accès à des informations qu'ils ne contrôlèrent pas.

En outre, accéder à ces technologies n'est pas une fin en soi. Encore faut-il que les outils et les informations soient adaptés aux usages locaux. C'est loin d'être le cas pour Internet. Rares sont les contenus spécifiquement conçus pour et surtout par les représentants du Sud. Pour surfer sur le Net, il faut savoir lire et comprendre l'anglais ou le français ! Certains estiment d'ailleurs que ces réseaux de communication électronique créent une nouvelle forme de dépendance culturelle vis-à-vis des pays occidentaux car le flux est à sens unique.

Le développement ne réside pas seulement dans la technique, constate le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'important est de former les hommes et les femmes pour en faire bon usage et améliorer leurs compétences. Pour ce faire, le FIDA favorise les échanges entre les projets agricoles

qu'il gère au sein d'une même région : entre producteurs ayant les mêmes problèmes, c'est plus facile de se comprendre. Lors du SMSI, le Fonds E-quality Fund for African Women and Innovation a été lancé pour aider les femmes à prendre une part plus ac-

### Solidarité numérique

Le Fonds de solidarité numérique est une initiative africaine lancée par le président sénégalais Abdoulaye Wade lors du Sommet de l'Information. L'objectif était de créer un fonds alimenté par des contributions volontaires de l'industrie, des États et des consommateurs du Nord. Par exemple, un pourcentage sur la vente de chaque ordinateur financerait des projets d'équipement au Sud. Refusé par les États, il verra cependant le jour grâce au soutien de plusieurs grandes villes (Genève, Lyon et Turin) qui ont déjà promis d'importantes contributions pour l'alimenter. Le Sénégal lui-même a annoncé qu'il y apporterait 400 000 €. Il sera géré de façon transparente et non bureaucratique depuis Genève par une fondation qui réunira des membres de la société civile, du secteur privé et des États.

[www.solidaritenumerique.org](http://www.solidaritenumerique.org)

tive à cette révolution de l'information dont beaucoup restent exclues.

D'autres vont plus loin et se demandent s'il est légitime d'investir dans ces moyens de communication sophistiqués alors que les besoins primaires ne sont pas satisfaits. "Nos priorités sont la santé, l'eau, l'éducation, Internet ne peut pas nous apporter des solutions", résume Ould Najem Shindouk, le premier internaute touareg de Tombouctou. Être branché ne rend pas forcément plus riche, constate-t-on de fait. On peut connaître les prix sur les marchés, mais s'il n'existe pas de route pour aller y vendre ses récoltes, à quoi bon ? C'est vrai. Mais rester à l'écart des autoroutes de l'information marginaliserait encore plus les pays ACP démunis qui peuvent ainsi trouver leur place dans la mondialisation. À condition que les péages ne soient pas trop élevés.

De plus en plus de téléphones mobiles mais trop chers



Photo : S. Ouattara © Syllia International

**Herbicide interdit**

L'atrazine, un herbicide à large spectre, très utilisé dans la culture du maïs, est désormais interdite à la vente dans toute l'Union européenne en raison des risques de contamination des eaux souterraines et de l'eau potable. Elle est toxique pour les grenouilles, les poissons et les invertébrés d'eau douce et plus particulièrement pour les plantes aquatiques. Les études menées jusqu'à présent n'ont pas permis de conclure formellement à sa dangerosité pour l'homme. Cet herbicide, relativement économique, est couramment employé en Afrique sur les cultures de maïs, de canne à sucre mais aussi de sorgho, de millet, de niébé, etc. Les Etats-Unis, eux, n'ont pas jugé utile d'interdire cette molécule qui entre dans la composition d'une centaine de spécialités commerciales telles que l'Alazine, l'Azinotox, le Crisazina, le Gesaprim, le Malermais, le Simazat...

.....  
**Solidarité féminine**

Des femmes transformatrices de l'agroalimentaire au Bénin, organisées en 80 groupements à travers tout le pays, ont formé le Réseau des groupements mutualistes d'épargne et de crédit de l'agroalimentaire. Ce réseau a créé un fonds de garantie, alimenté par le Projet d'appui au développement des micro-entreprises (PADME), une institution de microfinances africaine. Grâce à la garantie du PADME, les femmes peuvent emprunter davantage et donc mieux gérer leurs activités.

Source : Initiatives, bimestriel du Centre de promotion et d'encadrement des PME au Bénin

J.M. Houessou  
E-mail : houessoujm@france.com

.....  
**Un portail de l'alimentaire**

Tout ce qui est nouveau en science et technologie des aliments est répertorié sur Food Science Central, important portail d'information sur l'alimentation, qui vaut vraiment la peine d'être mis en mémoire. L'inscription est gratuite et un moteur de recherche rapide et efficace trouve des informations à partir d'une large gamme de sources, sur des sujets allant de la sécurité des aliments au stockage. Le service est mis à jour en permanence et les visiteurs peuvent donc obtenir les dernières informations sur des sujets brûlants comme les cultures génétiquement modifiées ou l'ESB. Une particularité précieuse de ce site très bien conçu est la base de données interrogeable, *Internet Links*, qui propose une sélection de plus de 2800 des meilleurs sites web concernant l'alimentation et la nutrition.

Site Web : [www.foodsciencecentral.com](http://www.foodsciencecentral.com)

**Et les enfants pompaient...**

■ Quoi de plus fastidieux que de pomper de l'eau manuellement ? Quoi de plus amusant que de faire des tours de manège ? Quel rapport ? En Afrique du Sud, l'énergie inépuisable des enfants a été mise à contribution pour pomper l'eau. De grandes roues ont été installées dans des écoles rurales, que les élèves se font une joie de faire tourner pendant les récréations. En courant tout autour pour grimper dessus, les écoliers actionnent une pompe hydraulique reliée à une borne-fontaine. A chaque tour, ils font remonter du forage 2 litres d'eau potable qui iront remplir le réservoir placé au-dessus du manège. En trois heures de jeu, la citerne d'une capacité de 5000 litres est pleine alors qu'avec une pompe manuelle on obtient péniblement 150 litres par heure.

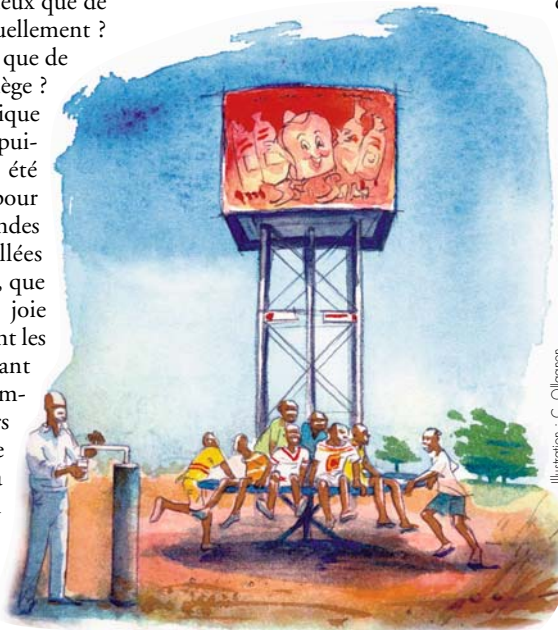


Illustration : C. Ollignon

Ce dispositif, baptisé *Roundabout Playpump*, est aussi astucieux qu'économique. Il est, en effet, financé par la publicité affichée sur la citerne. Déjà, 400 pompes ont été installées

dans des écoles et dans les villages d'Afrique du Sud.

Le projet a séduit la Banque mondiale, qui a lui octroyé 165 000 dollars en confiant à l'entreprise Roundabout Outdoor la mission d'exporter sa *Play Pump* dans huit pays africains : Burkina Faso, Ghana, Mali, Rwanda, Nigeria, Tanzanie, Mozambique et Ouganda.

Louable, l'initiative ne reste toutefois qu'une goutte dans l'océan des besoins du continent où 40 % de la population vivent sans eau potable.

Trevor Field  
Roundabout Outdoor  
PO Box 449  
Rivonia 2128  
Afrique du Sud  
Fax : +27 (0) 011 803 1639  
E-mail : [trevorf@roundabout.co.za](mailto:trevorf@roundabout.co.za)

.....  
**Haute technologie contre les braconniers des mers**

■ Les petits pêcheurs de Guinée se sont tournés vers la technologie dans leur lutte quotidienne pour éloigner les chalutiers de leurs zones de pêche. Des appareils de localisation par satellite ont été fournis aux équipes locales, harcelées par la présence continue de braconniers dans leurs eaux, qui ont été formées à leur utilisation. Désormais, quand des bateaux de pêche industrielle s'aventurent sur leur domaine, les pêcheurs envoient tranquillement par radio les indications de latitude et de longitude du bateau incriminé au bureau des garde-côtes le plus proche et un patrouilleur est dépêché pour intercepter le chalutier.

L'expérience de surveillance communautaire, lancée conjointement avec les garde-côtes de Guinée, fait partie du Programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche (PMEDP) de la FAO. Sa réussite est exemplaire pour d'autres pêcheurs africains en butte aux braconniers.

Du Congo au Sénégal, des communautés de pêcheurs pauvres se plaignent amèrement de rencontres quotidiennes, parfois fatales, avec les bateaux de

pêche industrielle qui braconnent dans la riche zone côtière réservée à la pêche artisanale. Les chalutiers, nationaux ou étrangers, détruisent les filets des petits bateaux avec leurs lourds filets industriels. Les dédommagements sont rares.

En Guinée, en 2000, avant le début des patrouilles communautaires, les navires industriels ont fait 450 incursions illégales dans la zone, selon les chiffres du gouvernement. A Bongolon, les problèmes étaient si aigus que les équipages des petits bateaux avaient peur de prendre la mer. Certains en étaient venus à tirer de

la mitrailleuse sur les chalutiers industriels qui braconnaient dans leurs eaux.

À ce jour, les résultats du programme de surveillance sont prometteurs. Durant les six premiers mois de 2002, seulement 56 incursions de braconniers ont été enregistrées. Les intrusions illégales de chalutiers industriels ont pu être réduites de 59 %. D'après les pêcheurs, les chalutiers s'enfuient maintenant à la vue de leurs barques, sachant avec quelle rapidité ils peuvent appeler les autorités.

En Guinée, des patrouilles communautaires donnent l'alerte



Photo : D. Winkoh © FAO

## Rajeunir ou mourir

■ Les créneaux d'exportation comme les arbres doivent être soigneusement entretenus. Sans quoi, la concurrence ne tarde pas à apparaître et à exercer ses ravages sur des marchés que l'on pensait protégés. Les Malgaches, qui jusque là, bénéficiaient d'un quasi monopole pour leurs exportations de litchis frais sur l'Europe découvrent que leur verger vieillit, que le calibre des fruits, comme leur qualité, baisse et que l'Afrique du Sud est sur les rangs pour offrir à la clientèle européenne les litchis dont elle raffole au moment des fêtes de fin d'année. Pour redonner une deuxième jeunesse aux litchis, 20 à 30 000 plants ont été distribués aux planteurs.

Au Burkina, ce sont les manguiers qui ont pris un coup de vieux et les exportations un coup de massue. En effet, 80 % du verger sont plantés en anciennes variétés comme la délicieuse Amélie, boudée par les Européens qui lui préfèrent à présent la Kent, plus colorée. Que faire ? Couper les vieux arbres et les remplacer par les variétés demandées ? Les paysans, attachés à leurs plants, n'aiment pas cela. Et il leur faudrait attendre cinq ans, sans revenus, avant de pouvoir produire les variétés à la mode. Une autre solution consiste à surgreffer, autrement dit à rajeunir les arbres qui vont non seulement produire les nouvelles variétés en grande quantité mais au bout de deux ans seulement.

En fin de récolte, vers septembre-octobre, on taille les grosses branches des vieux arbres

car on ne peut pas greffer directement sur le tronc, explique Moussa Guira, chercheur à l'Institut agronomique du Burkina (INERA). Quatre à cinq mois plus tard, quand les repousses ont atteint le calibre d'un stylo, on pratique le surgreffage avec des greffons des variétés désirées, à raison de deux ou trois par branche. Et on élimine les branches non greffées. Les paysans de la province du Kéné Dougou, appelée "le verger du Burkina", connaissent et appliquent cette technique. Mais ce n'est pas encore le cas de la majorité des planteurs du pays.

À chacun sa technique, l'important pour continuer à exporter est de veiller à la qualité des produits et de s'assurer qu'ils



Photo: C. Dieller © Cirad

Cure de rajeunissement pour le litchi malgache

correspondent aux goûts, souvent difficiles et fluctuants, des consommateurs.

▲ Moussa Guira  
INERA  
BP 33, Banfora  
Burkina Faso

## Baobab à boire



Photo: Phyto Trade Africa

■ Les habitants des campagnes du Malawi bénéficient d'un soutien dans le développement d'une nouvelle source de revenus. Il s'agit de récolter les fruits du baobab et de les vendre pour en faire une boisson riche en vitamines. La commercialisation est prise en charge par PhytoTrade Africa, la

Southern African Natural Products Trade Association (SANProTA) et des projets sont en cours pour s'attaquer au marché d'exportation européen. Ce produit dérivé bien utile a permis d'alléger la pression sur les forêts environnantes, décimées par les villageois qui coupaient les arbres pour faire du charbon de bois, qu'ils vendaient 2 \$ US le sac pour survivre.

▲ PhytoTrade Africa  
Southern Africa Natural Products  
Trade Association (SANProTA)  
PO Box BE 385  
Belvedere, Harare  
Zimbabwe  
Fax : +263 4 790 470  
E-mail : info@phytotradeafrica.com

## Mangez plus vert !

■ De nombreux citadins africains manquent d'aliments nutritifs et ne profitent pas d'une part précieuse de leur patrimoine agricole. Une étude de scientifiques de l'Institut international pour l'agriculture tropicale (IITA) prouve que les légumes-feuilles traditionnels sont indispensables aussi bien pour se nourrir que pour s'assurer des revenus. Les légumes-feuilles font partie de l'alimentation de nombreuses familles africaines, principalement comme accompagnement des féculents de base. Mais l'urbanisation rapide de ces dernières années a entraîné le remplacement des légumes verts

traditionnels par des espèces introduites du genre *Brassica*, dont le chou, le chou frisé et le chou de Chine.

Alors que ces plantes font l'objet de nombreux processus de production et de sélection, les légumes traditionnels tels que l'amarante, la morelle d'Afrique, la corète potagère et les feuilles de manioc sont pratiquement ignorés. Pourtant ils ont de grandes qualités nutritionnelles, contribuent à la diversité des cultures et pourraient se révéler vitaux dans le cadre de stratégies visant à réduire la pauvreté.

L'équipe de l'IITA a mené une étude sur les ménages urbains à

Yaoundé, dans laquelle, chose étonnante, les légumes traditionnels apparaissent parmi les légumes verts les plus couramment cultivés dans les potagers des familles les plus pauvres. L'étude indique qu'une légère réaffectation du budget alimentaire urbain vers les légumes-feuilles améliorerait de façon significative l'apport de micronutriments aux plus démunis.

▲ International Institute of Tropical Agriculture (IITA)  
PMB 5320  
Ibadan  
Nigeria  
Fax : +234 2 241 2221  
E-mail : iita@cgiar.org  
Site Web : www.iita.org

## Semences à l'heure du bio

La promotion de l'agriculture biologique au sein de l'industrie des semences sera discutée lors de la "First World Conference on Organic Seed" qui se tiendra à Rome, Italie, du 5 au 7 juillet 2004. L'objectif est d'encourager l'échange d'informations entre le mouvement bio et le secteur conventionnel des semences. La conférence étudiera également les questions techniques et les aspects réglementaires portant sur les semences biologiques. La conférence est organisée conjointement par la FAO, l'International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM) et la Fédération internationale des semences (ISF).

E-mail : seedsconference@ifoam.org  
Site Web :  
www.organicseedconf.org

## Retour en force de la tsé-tsé

Une maladie peut en cacher une autre. En Ouganda, les efforts de contrôle et de recherche ciblés sur le sida ont favorisé un retour en force de la maladie du sommeil ou trypanosomiase que l'on croyait en voie de régression dans de nombreuses zones du pays. Les dernières statistiques révèlent que 70 % du territoire sont infestés par la mouche tsé-tsé ou glossine, vecteur de la maladie. Des millions d'Ougandais se trouvent exposés à une contamination par l'une des deux souches qui se répandent aujourd'hui (*Trypanosoma gambiense* et *T. rhodesiense*). Dans les années 90, des programmes d'un coût assez modeste avaient obtenu de bons résultats contre ce fléau qui menace les hommes et le bétail.

## Plus qu'un nectar

On connaissait le "nectar" de banane, voici le pur jus de banane. Le premier ne contenait que 25 % de pulpe. Le second, qui ne renferme ni eau ni sucre, restitue toutes les qualités du fruit frais. Le procédé, mis au point par une chercheuse détachée à l'unité expérimentale de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Montpellier (France), est protégé par un brevet. Une société, Tropicaline, a été créée pour développer le projet et une unité de fabrication construite en Guadeloupe. Ce nouveau jus de fruit est un produit à forte valeur ajoutée qui permettra de valoriser les bananes de second choix, c'est-à-dire les bananes de qualité "loyale et marchande" mais qui ne peuvent être exportées car présentant des défauts.

▲ Nathalie Minatchy  
INRA  
E-mail :  
nathalie.minatchy@wanadoo.fr

**On change !**

Le Service international pour la recherche agricole nationale (ISNAR) n'est plus... en tant qu'institution indépendante. Mais que les fans de ce vénérable outil ne se désespèrent pas. L'ISNAR continuera à exister en tant que branche de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Le nouvel ISNAR sera basé à Addis-Abeba, en Ethiopie, ce qui le rapprochera de sa principale région cible. L'Afrique sera son pôle d'attention principal, mais l'ISNAR, qui conservera son nom, continuera son action de renforcement de la recherche agronomique en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie et en Afrique du Nord.

📍 *Nouvelle adresse de l'ISNAR à partir du 1<sup>er</sup> avril 2004 :*  
International Food Policy Research Institute  
2033 K Street, NW  
Washington DC 20006-1002  
Etats-Unis  
Fax : +1 202 467 4439  
E-mail : [isnar@cgiar.org](mailto:isnar@cgiar.org)  
Site Web : [www.isnar.cgiar.org](http://www.isnar.cgiar.org)

**Incollable sur les OGM**

Vos connaissances sur les OGM sont-elles suffisantes : un peu, pas beaucoup, pas du tout ? Pour les tester, rendez-vous d'abord sur le quiz proposé en ligne par le CIRAD qui vient de réactualiser son dossier sur les OGM. Et si vous jugez votre score trop faible, vous pourrez toujours suivre le guide pour cheminer dans ce dossier qui présente les enjeux, l'évolution des technologies, l'état des connaissances et des lieux, et les recherches du centre par objectifs et par espèce.

Site Web : [www.cirad.fr/fr/web\\_savoir/dossier/index.php](http://www.cirad.fr/fr/web_savoir/dossier/index.php)

**400 revues scientifiques en ligne**

L'accès à une information scientifique actualisée a longtemps représenté une gageure dans les pays en développement. Tout comme il était difficile de trouver où publier des résultats, ou mettre à jour des programmes d'enseignement et chercher un financement. Le Système de recherche mondiale en ligne sur l'agriculture (AGORA) offre aux institutions publiques des pays en développement un accès gratuit ou peu onéreux à des revues scientifiques de premier plan spécialisées en agriculture et sciences biologiques, environnementales et sociales qui s'y rattachent. Géré par la FAO, il permet un accès à plus de 400 revues publiées par les principaux éditeurs universitaires du monde entier. La plupart des pays bénéficiant d'un PNB ne dépassant pas 1000 \$ US y ont accès gratuitement.

E-mail : [agora@fao.org](mailto:agora@fao.org)  
Site Web : [www.aginternetwork.org/fr/](http://www.aginternetwork.org/fr/)

**Reconstruire l'agroforesterie rwandaise**

■ Les femmes du Rwanda qui ont perdu leur compagnon dans les massacres de 1994 et qui doivent nourrir seules leur famille reçoivent une aide pour travailler de petites parcelles afin d'assurer nourriture, combustible et revenu. Plusieurs centaines de femmes ont reçu des formations au greffage et au mélange de fumier pour améliorer des sols appauvris, dans le cadre d'un programme de 1,8 million de dollars appelé Semences de l'espoir. Conseillées par des experts en agroforesterie récemment formés, les femmes ont commencé à planter des arbres qui fourniront fourrage et bois de feu et aideront à lutter contre l'érosion. Le programme AFRENA-Rwanda a permis d'organiser sept pépinières collectives et d'aider les paysans à créer leurs propres pépinières qui produisent des jeunes plants d'avocats, d'agrumes, de papayes et de fruits de la passion.

La clé du succès a été la reconstitution du savoir-faire rwandais.



Photo : G. Denning © ICRAF

Tout un savoir-faire à reconstituer

Un grand nombre de spécialistes agricoles qualifiés du pays, y compris des experts en agroforesterie, ont été tués ou obligés de fuir pendant le conflit. Plus de 15 000 ha de forêts et 35 000 ha d'arbres, d'agroforêts et de bosquets ont été détruits. Un projet initié par l'Institut international de recherche en agroforesterie (ICRAF) forme étudiants, techniciens de terrain et paysans à la réhabilitation des terres agricoles. Le programme d'agroforesterie de l'Institut au Rwanda a proposé plus de 30 places de formation, couvrant un large éventail de dis-

ciplines, pour offrir au pays l'expertise dont il a besoin en agronomie, phytotechnie, sciences de la terre et de l'eau et foresterie. Dans cette dynamique, l'ICRAF a reconstruit le Tree Seed Center de Butaré, acheté le matériel indispensable et formé du nouveau personnel.

📍 *World Agroforestry Centre (ICRAF)*  
United Nations Avenue, Gigiri  
PO Box 30677-00100  
Nairobi, Kenya  
Fax : +254 20 524001  
E-mail : [w.easdown@cgiar.org](mailto:w.easdown@cgiar.org)  
Site Web : [www.worldagroforestrycentre.org](http://www.worldagroforestrycentre.org)

**L'e-mail s'attaque aux ravageurs des Antilles**

■ Un nouveau réseau qui s'appuie sur le courrier électronique va aider les usagers à en savoir plus sur les maladies et ravageurs des végétaux aux Antilles. CariPestNet, réseau de conseil et

d'information sur Internet, est en cours de construction pour permettre aux agriculteurs, chercheurs et autres un accès rapide à une expertise sur la protection des végétaux. Le service, gratuit, propose un forum de discussion sur des sujets tels que la pullulation des ravageurs, la lutte biologique et les questions de quarantaine. Un site Web permettra aux usagers d'entrer en contact avec des scientifiques qui répondront à leurs questions.

Le réseau antillais est mis en place par CARINET, le réseau taxonomique des Antilles, avec un financement du CTA. Il sera largement inspiré de PestNet, qui relie les régions du Pacifique et du Sud-Est asiatique à des spécialistes de la protection phytosanitaire dans le monde entier. Une quarantaine de scientifiques font office de "points ressources" pour PestNet, qui a reçu environ 2000 messages depuis sa création il y a quatre ans. Le réseau propose un service d'archivage et les membres peuvent également soumettre des spécimens de

ravageurs à l'identification des experts, soit par photographie soit en envoyant par courrier des spécimens d'insectes, de plantes adventices ou de matériel malade. Une base de données d'images numériques de ravageurs, de maladies et de mauvaises herbes ayant été soumises par les membres de PestNet peut être interrogée sur le site Web.

Les utilisateurs peuvent adhérer aux réseaux CariPestNet et PestNet par e-mail ou via le site Web Yahoo! @Groups. Pour vous abonner à PestNet, envoyez un e-mail vierge à [PestNet-subscribe@yahoo.com](mailto:PestNet-subscribe@yahoo.com) ou rendez-vous sur le site [www.groups.yahoo.com/group/pestnet/](http://www.groups.yahoo.com/group/pestnet/) et suivez les instructions pour les nouveaux membres ou ceux qui existent déjà.

Pour vous abonner à CariPestNet, envoyez un e-mail vierge à [cripestnet-subscribe@yahoo.com](mailto:cripestnet-subscribe@yahoo.com) ou rendez-vous sur [www.groups.yahoo.com/group/caripestnet/](http://www.groups.yahoo.com/group/caripestnet/)  
E-mail pour PestNet : [Wilco@PestNet.org](mailto:Wilco@PestNet.org)  
Site Web : [www.pestnet.org](http://www.pestnet.org)  
E-mail pour CariPestNet : [carinet@trinidad.net](mailto:carinet@trinidad.net)

Les ravageurs identifiés à distance par des experts



Photo : P. Genini © FAO

## Briquettes de charbon sud-africaines

■ Les sources renouvelables de combustible telles que le bois se raréfient. Des scientifiques d'Afrique du Sud ont trouvé une autre source d'énergie utile pour les communautés urbaines aussi bien que rurales et qui protège les forêts par la même occasion. Le système, mis au point par une équipe de chercheurs de l'université du Cap, nécessite de transformer la poussière de charbon, déchet de l'importante industrie du charbon du pays, largement disponible, pour la transformer en briquettes, combustible abordable pour la cuisine et le chauffage.

La briquette se présente sous une forme originale : elle ressemble à du gruyère ce qui

augmente la surface et accroît le dégagement de chaleur. L'équipe a mis au point un four spécial pour les briquettes, qui développe au maximum la chaleur produite à un coût minimum pour l'utilisateur. Un récipient d'eau peut être placé sur le four, purifiant ainsi efficacement l'eau en l'amenant lentement à ébullition grâce aux briquettes et réduisant les maladies d'origine hydrique dans les familles.

Un autre avantage réside dans le fait que ce combustible limite l'utilisation domestique du pétrole. Plus de 3500 enfants meurent en effet chaque année, dans la seule Afrique du Sud, d'une ingestion accidentelle de pétrole. Les chercheurs tentent

maintenant de placer 50 000 de ces fours dans les familles du pays. Ils ont déjà été contactés par des investisseurs que le financement de cette idée intéresse.

## Pastèque contre arachide



Les Sénégalais sont fous de la pastèque

■ Cultiver la pastèque est moins contraignant et plus rentable que l'arachide. Au Sénégal, où cette dernière fait vivre 65 % de la population, les planteurs sont de plus en plus nombreux à se tourner vers ce gros fruit rond, très apprécié par les consommateurs. La pastèque a l'avantage d'être moins sensible que l'arachide aux caprices des cours internationaux et de la météo. Dans le centre du pays, elle tend même à éclipser la principale culture de rente sénégalaise.

En 2002, 224 000 t de cette cucurbitacée ont été cultivées soit une progression de 76 % par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, la production d'arachide baissait de 44 % et celle de céréales de 13 %.

Pendant longtemps, cette courge-fruit a été essentiellement réservée à l'alimentation du bétail. Son goût fade n'incitait guère à la consommation. Les recherches menées par le Centre pour le développement de l'horticulture de Cambérène de l'Institut sénégalais de recherche agricole (CDH/ISRA), depuis les années 70, ont permis l'introduction de nouvelles variétés hybrides, plus goûteuses, qui ont contribué à son expansion.

Comme dessert, la pastèque, entière ou en tranches, fait le bonheur des Sénégalais dont la majorité n'a pas les moyens de payer des fruits importés (pommes, oranges, bananes, poires, etc.).

CDH/ISRA  
BP 2619 Dakar, Sénégal  
E-mail : cdhisra@sentoo.sn

## La presse au quotidien

Très utile, ce site Internet d'informations est une nouvelle initiative de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED). Il donne un accès informatique direct à une revue de la presse britannique et aux informations de divers acteurs – gouvernement, ONG, secteurs universitaire et privé – sur l'environnement et le développement durable. Créez un signet pour ce site et utilisez-le aussi souvent que vous voulez ou recevez un résumé par e-mail chaque matin.

Site Web : [www.Earthwire.org/uk](http://www.Earthwire.org/uk)

## Connaître les marchés

Agriculteurs, petits commerçants et transformateurs de nombreuses régions d'Afrique ont peu d'informations sur les marchés en dehors de leur propre zone. Avec la libéralisation du commerce, qui oblige de nombreux producteurs locaux à sortir de leurs marchés traditionnels, les agriculteurs ont un besoin croissant d'informations claires et exactes sur les conditions du marché, pour trouver de nouvelles façons de vendre leurs produits à un prix correct. Un stage sur les systèmes d'information sur les marchés, qui s'est tenu à Accra au Ghana, a réuni des représentants du Ghana, du Nigeria, de Sierra Leone et de Gambie pour discuter de la façon dont les producteurs ruraux pourraient avoir accès aux données les plus récentes sur les marchés agricoles en favorisant la mise au point d'un service d'information sur les marchés en Afrique de l'Ouest. Le stage, qui s'est déroulé en novembre 2003, était organisé conjointement par le CTA, le programme pour l'amélioration du secteur rural de l'IITA au Nigeria et le Service d'information agricole du Ghana (INSTI). Un stage du même type, en français cette fois, doit avoir lieu en mai 2004 pour les pays francophones d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

## Gènes en ligne

Destinée aux scientifiques, TropGENE est une base de données en ligne, qui gère les données génétiques et génomiques des plantes étudiées au CIRAD. Trois modules sont d'ores et déjà accessibles : canne à sucre, cacaoyer et bananier. Dix autres plantes tropicales suivront.

Site Web : [http://tropgenedb.cirad.fr/index\\_fr.html](http://tropgenedb.cirad.fr/index_fr.html)

## Bouillies fluides, bébés mieux nourris

■ Le cap des six à huit mois est une étape importante dans la croissance des bébés des pays en développement. C'est la délicate période du sevrage où ils passent progressivement du lait maternel aux premières bouillies de céréales. Pour éviter que ces préparations épaississent trop vite à la cuisson et donc que les enfants les refusent, les mères ont alors tendance à mettre moins de farine. Résultat : les repas s'appauvrissent en calories et nutriments et les enfants poussent moins bien.

De cette observation est née l'idée de fluidifier les bouillies pour inciter les mères à utiliser spontanément plus de farine. Il suffit d'ajouter à la préparation une enzyme, l'amylase, qui en agissant sur l'amidon rend la bouillie moins épaisse. Des chercheurs de l'unité "Nutrition, alimentation et sociétés" de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) ont étudié l'effet de cet ajout sur la croissance des nourrissons. Essais concluants : au Congo, les bébés nourris avec des bouillies enrichies en amylase ont grandi chaque mois de 0,5 cm de plus que les autres enfants. L'amylase peut être fabriquée

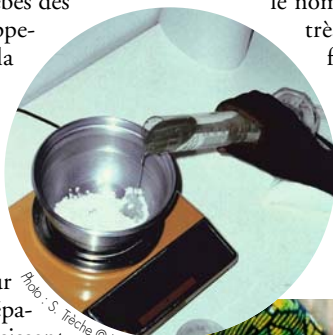


Photo : S. Trèche © IRD

industriellement – elle est déjà commercialisée en granulés sous le nom de Ban 800 – ou très simplement en faisant germer pendant quelques jours des graines de céréales ou de légumineuses, qui seront ensuite séchées et moulues avant



Photo : C. Jourder © IRD

Les bouillies les plus épaisses ne sont pas les plus nourrissantes

d'être incorporées aux farines infantiles. Les recherches se poursuivent pour fixer au cas par cas les doses adéquates selon la farine de céréales utilisée et la graine germée.

☛ Serge Trèche  
IRD, UR 106 Nutrition, Alimentation, Sociétés  
BP 64501  
34394, Montpellier Cedex 5, France  
Fax : + 33 4 67 41 62 83  
E-mail : serge.trèche@mpl.ird.fr

# Suivez le fil sur la toile

Des grands discours aux techniques de pointe, en passant par les micro-expériences locales, le choix des informations sur les TIC est très vaste et on s'y perd facilement. Petit itinéraire pour s'y retrouver.

**A**vant de rechercher des informations sur les TIC, mieux vaut savoir exactement ce qu'on recherche pour éviter de se perdre dans... les toiles d'araignée du réseau des réseaux. Car pour un tel sujet, c'est logiquement vers Internet qu'on se tourne en premier. C'est là qu'on trouvera la majeure partie des informations ainsi que sur quelques cédéroms et plus rarement dans des livres ou revues.

Pour vous faire une idée de la diversité des données sur ce sujet pourtant récent, ouvrez le site d'*Africa'nti* qui est un observatoire de l'insertion et de l'impact des TIC en Afrique, un projet de recherche qui regroupe des chercheurs français et africains. Ce site en français regroupe une impressionnante liste de liens, bulletins et ouvrages, en français et en anglais, classés par grands thèmes et accompagnés pour la plupart d'une courte et utile présentation. Au menu : l'état des infrastructures et de la connectivité (télécommunications, réseaux électroniques, téléphonie rurale, satellites, câbles...), les programmes internationaux, les organisations locales qui ont des projets et enfin les aspects économiques et juridiques d'Internet.

Ceux qui veulent un service à la carte doivent donc faire leur choix. Pour les adeptes de la technique, par exemple, le site d'*African Internet Connectivity* donne toutes les informations utiles sur les connexions pays par pays. Autre site intéressant, celui de *Worldspace* dont les satellites Afristar et Asiastar couvrent largement ces continents. Vous y trouverez de données sur les matériels utilisables pour capter les informations de ces satellites ainsi que les programmes diffusés dans chaque région.

Si vous souhaitez savoir comment vous y prendre pour utiliser cet outil magique, n'hésitez pas à vous procurer le DVD *Construire*



Illustration : Dzawornil

le *cyberespace*, réalisé par le programme Société de l'information de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) en partenariat, entre autres, avec l'UNESCO et la Banque mondiale. C'est un outil très complet qui en est à sa troisième édition et qui regroupe une vaste documentation : supports de cours, documents multimédias, ouvrages, textes de réflexion, études de cas, documents juridiques...

Si vous êtes néophyte et souhaitez surtout comprendre et connaître les applications concrètes de ces technologies, vous vous intéresserez plutôt aux expériences et aux projets en cours. Là, l'éventail des sources d'informations est très large car tous ceux qui mènent des programmes ont leur propre site, leur bulletin ou leur forum de discussion. Mais il est bien souvent difficile, sans être un spécialiste de ces questions, d'évaluer la pertinence des approches proposées.

Le *Centre de recherches pour le développement international* (CRDI), lui, a été un des pionniers dans l'utilisation des TIC pour le développement. Depuis 1997, son programme *Acacia* appuie les efforts déployés par les communautés d'Afrique subsaharienne pour mettre les TIC au service de leur développement social et économique. Le CRDI a donc déjà un recul suffisant pour proposer une collection de trois livres qui présentent d'utiles



Illustration : N. Mahmoud

évaluations de ces expériences. D'autres programmes ont été développés en Amérique latine et aux Caraïbes ainsi qu'en Asie : les informations sont disponibles sur le site.

Si vous vous intéressez plus particulièrement à une région ou un pays, voici quelques pistes. Sur le portail de l'UNESCO, la rubrique Communication et information donne accès à toutes les activités de cette organisation en matière de TIC, région par région ainsi que pays par pays, des liens sur d'autres programmes ou des sites locaux.

Dans chaque zone, existent aussi des sites portails qui regroupent de nombreuses données. Pour les îles du Pacifique, par exemple, ouvrez le site *Pacific ICT portal*, en anglais, très clair et facile d'accès. En Afrique de l'Ouest, presque chaque pays a un site donnant accès aux différents programmes et acteurs du pays. Au Sénégal, le site de l'*Observatoire sur les systèmes d'informations, les réseaux et les inforoutes au Sénégal* (OSIRIS) et au Bénin, le site *ORIDEV* sont particulièrement bien fournis et donnent accès à de nombreux liens sur les autres pays de la région. À noter aussi le site *Information, communication et développement en Afrique* (IAFRIC), un site de bénévoles qui permet aux étudiants et chercheurs de faire connaître leurs travaux sur ces technologies. Enfin, si vous souhaitez exercer votre esprit critique, lisez le tout

récent ouvrage *Société de l'information et coopération internationale* publié par l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) et disponible aussi sur cédérom. Trente auteurs du Sud et du Nord confrontent leurs points de vue et explorent les enjeux de la "société de l'information" pour le développement.

Après vous n'aurez plus qu'à suivre à nouveau le fil sur la toile mais avec un autre œil !

## Pour en savoir plus :

### Africa'nti

[www.africanti.org](http://www.africanti.org)

### African Internet Connectivity

<http://demiurge.wn.apc.org/africa>  
(en anglais)

### Worldspace

[www.worldspace.com/sitemap.html](http://www.worldspace.com/sitemap.html)  
pour accéder directement au plan du site (en anglais)

Pour se procurer le DVD *Construire le cyberespace* (ou les versions précédentes en cédérom) :

- UNESCO, Division de la société de l'information, 1 rue Miollis 75015 Paris, France

Contact : Mme A. Ongouya  
E-mail : [a.ongouya@unesco.org](mailto:a.ongouya@unesco.org)

- InfoDev, The World Bank 1818 H Street, N.W. Washington, DC 20433, Etats-Unis

Contact : J. Dubow  
E-mail : [Jdubow@worldbank.org](mailto:Jdubow@worldbank.org)

### CRDI : [www.crdi.org](http://www.crdi.org)

Technologies de l'information et de la communication pour le développement en Afrique

- Vol. 1 : *Potentialités et défis pour le développement communautaire, sous la direction de Ramata Molo Thioune CODESRIA/CRDI, 2003, 220 p. ISBN 1 55250 000 4*

- Vol. 2 : *L'expérience des télé-centres communautaires, sous la direction de F. Etta et S. Parvyn-Wamahiu CODESRIA/CRDI, 2004, 220 p. ISBN 1 55250 006 3*

- Vol. 3 : *La mise en réseau d'institutions d'apprentissage, Schoolnet, sous la direction de T. James CODESRIA/CRDI, 2004 ISBN 1 55250 006 3*  
30 \$ US le vol, 75 \$ US les trois volumes de la collection. En vente en ligne sur le site du CRDI ou écrire à : CRDI BP 8500, Ottawa (Ontario) K1G 3H9 Canada

UNESCO : [www.unesco.org](http://www.unesco.org)

### The Pacific ICT portal

[www.pacificforum.com/ict/index.shtml](http://www.pacificforum.com/ict/index.shtml) (en anglais)

OSIRIS : [www.osiris.sn](http://www.osiris.sn)

ORIDEV : [www.oridev.org](http://www.oridev.org)

IAFRIC : [www.iafric.net](http://www.iafric.net)

Annuaire suisse de politique de développement-2003, 240 p. Société de l'information et coopération internationale : [development.com](http://development.com), ISSN 1660 5934 IUED Service des publications Case postale 136 CH-1211 Genève 21, Suisse

# Publications

## Les chemins du savoir



■ Maintes fois déplorée, la fuite des cerveaux qui prive le Sud de son gisement de matière grise au profit du Nord, est devenue un lieu commun. Pourtant, ce phénomène reste assez mal connu quant à son ampleur et à son impact réel.

Sous la houlette de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), un collège de quatorze experts internationaux s'est efforcé de répondre à la question : "Comment les pays en

développement peuvent-ils tirer parti de leurs chercheurs et ingénieurs expatriés ?"

Premier constat : quelque 600 000 scientifiques ou ingénieurs asiatiques, africains ou latino-américains travaillent aux États-Unis, en Europe ou au Japon. Pour le continent africain, on estime qu'un tiers des ressources humaines hautement qualifiées est aujourd'hui expatrié, pour l'essentiel en France.

Cette déperdition pour le Sud masque un aspect positif de ces migrations, souvent ignoré. La fuite des cerveaux irrigue des réseaux qui regroupent, sur des bases nationales ou régionales, des expatriés originaires de pays en développement. Ceux-ci contribuent à distance à la construction d'un milieu scientifique dans leurs pays d'origine en accueillant par exemple des étudiants ou des collègues, en faisant circuler des informations bien ciblées grâce aux TIC, etc.

Ces réseaux plus ou moins informels et actifs bénéficient de préjugés favorables de la part des organisations internationales et en particulier de l'Europe. Faut-il les appuyer et comment ? Telle est la question.

Ce livre présente, en français et en anglais, les synthèses et recommandations des experts. Un CD-ROM joint propose des articles spécifiques en particulier sur l'Afrique subsaharienne.

Diasporas scientifiques – Scientific diasporas  
 Par R. Barré, V. Hernandez, J.B. Meyer, D. Vinck  
 Cédérom inclus  
 Coll. Expertise collégiale  
 IRD Éditions, 2003, 197 p.  
 ISBN 2 7099 1521 9  
 15 €  
 IRD  
 32, avenue Henri-Varagnat  
 93143 Bondy cedex,  
 France  
 Fax : +33 1 48 02 79 09  
 E-mail : diffusion@bondy.ird.fr  
 Site Web :  
 www.bondy.ird.fr/editions

## Retour aux sources dans les pays secs

■ Les écosystèmes des pays secs sont d'une extrême fragilité mais ils ont la mémoire longue. Ils gardent plus que d'autres milieux les empreintes des activités humaines. Dix ans après leur passage, le sable tchadien portait encore la trace des campements et des pneus des véhicules des prospecteurs de pétrole.

La géographe Monique Mainguet dans son ouvrage *Les pays secs. Environnement et développement* évoque la dimension du "terrorisme environnemental" dans les zones arides. Une formu-

le choc pour alerter sur la dimension traumatisante de tout développement irréfléchi sur l'environnement des aires sèches. Lié plus qu'ailleurs à la terre, l'homme y a, malgré ou à cause de conditions naturelles difficiles, réussi à tirer profit des moindres ressources pour bâtir des systèmes et des civilisations dont il est urgent de tirer les enseignements.

À partir d'exemples concrets et vécus, l'auteur invite à une réflexion actuelle et prospective sur ces milieux, en Afrique notamment. Celle-ci s'achève sur



une note d'espoir : les stratégies de développement commencent à un peu mieux prendre en compte les contraintes écologiques spécifiques des pays secs.

Les pays secs. Environnement et développement  
 Par M. Mainguet  
 Coll. Carrefours  
 Éditions Ellipses, 2003  
 160 p.  
 ISBN 2 7298 1350 0  
 14 €  
 Ellipses Édition Marketing S.A.  
 32, rue Bargue  
 75740 Paris Cedex 15  
 France  
 Fax : +33 1 47 34 67 94

## Vallée éprouvée

■ Pour les chercheurs qui restituent dans cet ouvrage quatre ans d'études, la vallée du Sourou, au Burkina Faso, est un laboratoire qui permet d'analyser comment les agriculteurs africains avancent entre les innovations qui leur sont proposées et leurs traditions pour améliorer leur sort. Durant 50 ans, en effet, tout a été essayé dans cette vallée : aménagements hydrauliques divers, cultures variées, modes de gestion socialistes ou libéraux radicalement opposés. Un instructif concentré des expériences de développement agricole en Afrique.

La vallée du Sourou  
 Genèse d'un territoire hydraulique dans l'Afrique soudano-sahélienne  
 Par J. Bethemont, P. Faggi, T. P. Zoungana  
 Éditions L'Harmattan  
 2003, 230 p.  
 ISBN 2 7475 5672 7  
 21,50 €  
 L'Harmattan  
 5-7, rue de l'École Polytechnique  
 75005 Paris, France  
 Fax : +33 1 43 25 82 03  
 E-mail : harmattan1@wanadoo.fr  
 Site Web :  
 www.editions-harmattan.fr

## Des arbres qui font la forêt

■ Nous vous avons présenté dans les brèves de Spore 106 les "orphelins de la forêt", ces arbres que les Ntumus du Sud-Cameroun, qui pratiquent l'agriculture sur brûlis, épargnent sciemment dans les champs. La collection "À travers champs" consacre un livre à ce savoir traditionnel qui contribue à la régénération de la forêt équatoriale.

Les orphelins de la forêt :  
 Pratiques paysannes et écologie forestière (Sud-Cameroun)  
 Par S. Carrière  
 Coll. À travers champs  
 IRD Éditions, 2003, 374 p.  
 ISBN : 2 7099 1519 7  
 42 €  
 IRD (voir adresse ci-contre)

## Trop de réformes tue la réforme

■ Le système esclavagiste à la peau dure. En deux cents ans d'existence, Haïti, première république noire du monde, n'a pas réussi à clarifier son système foncier malgré ou à cause de multiples réformes, souvent contradictoires. L'île traîne comme un boulet une abolition bâclée qui n'a pas réglé en son temps le statut des terres et de ceux qui la cultivent. La condition des paysans haïtiens se dessine en filigrane de cette histoire du foncier, vivante et agréable à lire.

La condition des paysans haïtiens :  
 Du code noir aux codes ruraux  
 Par F. Blancpain  
 Coll. Monde caribéen  
 Karthala, 2003, 204 p.  
 ISBN 2 84586 436 1  
 19 €



Photo : M.A. Lepointeur © Syifa International

### Jardins extraordinaires

■ Le Vanuatu verra sa population doubler au cours des 23 prochaines années pour atteindre 400 000 habitants. Que mangeront-ils alors ? Le recensement des plantes alimentaires d'aujourd'hui enrichira les scénarios du futur. Dans les superbes jardins de cette petite île, poussent 218 plantes alimentaires, locales ou introduites. Ce livre beau à croquer et le cédérom qui l'accompagne invitent le lecteur à découvrir un patrimoine végétal exceptionnel.

Jardins d'Océanie

Par A. Walter et V. Lebot

Cédérom inclus

IRD/CIRAD, 2003, 325 p.

ISBN (IRD) 2 7099 1524 3

ISBN (Cirad) 2 87614 568 5

38 €

IRD Éditions (voir adresse p 11)

La librairie du Cirad, TA 283/04,

Avenue Agropolis

34398 Montpellier Cedex 5, France

Fax : +33 4 67 61 55 47

E-mail : librairie@cirad.fr

http : www.cirad.fr/publications/

### Sols en solo ou en réseau

■ Pour comprendre le sol, son histoire et ses potentialités, le cédérom *Soldidac* propose un parcours d'autoformation en dix modules. Chacun présente un cours assorti d'exercices. *Soldidac* s'adresse aux élèves et étudiants, mais aussi aux agriculteurs et aux agronomes du Nord comme du Sud. Il peut s'utiliser individuellement ou en réseau. Et le professeur peut suivre les progrès de chaque apprenant.

Soldidac

Comprendre le sol, son histoire et ses potentialités

Par A. Rueffan, M. Dosso

Cédérom

Educagri/Agence universitaire de la Francophonie, 2003,

520 Mo de mémoire minimum

45 € au Nord, 20 € au Sud

Educagri Éditions

26, bd Docteur Petitjean,

BP 87999

21079 Dijon Cedex, France

Fax : +33 3 80 77 26 34

E-mail : editions@educagri.fr

Site Web : www.editions.educagri.fr

### Le pari de l'intelligence

■ En matière de politique agricole, les États africains sont passés successivement de l'omnipotence des années 1960/1980 à l'impotence de la dernière décennie. Il leur faut désormais faire le choix de l'intelligence, notamment en s'appuyant sur leurs producteurs avides de choix et d'orientations claires. Dans son numéro de décembre 2003, le trimestriel *Grain de sel* ouvre le dossier et le débat sur les politiques agricoles.

Grain de Sel n° 25

Inter-Réseaux

32, rue Le Peletier

75009 Paris, France

Fax : +33 1 42 46 54 24

E-mail :

secretariat@inter-reseaux.org

Site Web : www.inter-reseaux.org

## L'eau au féminin



■ *Eau, genre et développement durable* est un livre plus beau-coup plus vivant que son titre peut le laisser paraître. À partir d'expériences de la coopération française en Afrique subsaharienne, il illustre très concrètement la répartition des rôles entre les deux sexes. Les femmes assument toutes les activités domestiques qui tournent autour de l'eau : puisage, portage, cuisine, vaisselle, toilette, lessive, abreuvement des animaux et collecte des eaux

usées. Principales utilisatrices, elles ne jouent cependant qu'un rôle mineur dans les comités de gestion des points d'eau. Des obstacles culturels et sociaux s'opposent souvent à leur participation et à la prise de parole en public. Inutile, par exemple, de fixer une réunion à l'heure de la corvée d'eau qui rythme le quotidien des rurales. La pertinence de bien des projets "eau" découle pourtant de l'émergence des attentes des femmes, pour le plus grand bénéfice de la communauté tout entière.

Eau, genre et développement durable

Expériences de la coopération

française en Afrique subsaharienne

Par D. Allély, O. Drevet, J. Étienne,

J. Francis, A. Morel-à-l'Huissier,

G. Derdelhan Cayre

Coll. Études et Travaux

GRET/Ministère français des Affaires

étrangères, Agence française

de développement, 2002, 112 p.

ISBN 2 86844 119 X

GRET Librairie

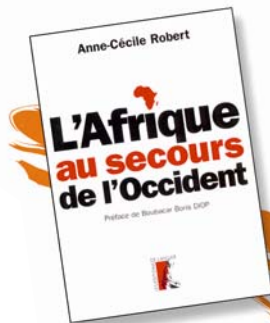
211-213, rue La Fayette

75010 Paris, France

Fax : +33 1 40 05 61 10

E-mail : librairie@gret.org

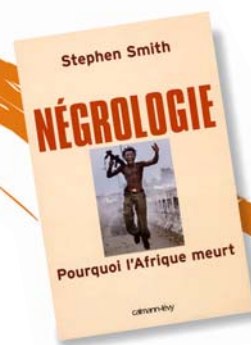
## Besoin d'Afrique ?



■ "Le monde a besoin d'une Afrique sujet et non plus objet" qui fasse profiter l'Occident de ses valeurs : l'importance du lien social, le sens de l'hospitalité, la créativité de l'informel. Pour ce faire, il faut évacuer les deux clichés en cours sur l'Afrique : celui d'un continent de tous les échecs comme celui d'un retour à une culture ancestrale idéale qui effacerait tous les maux.

Tout aussi provocateur que *L'Afrique au secours de l'Occident* d'Anne-Cécile Robert, *Négrologie*, l'ouvrage de Stephen Smith, un autre journaliste spécialiste de l'Afrique, est d'un avis bien différent. Pour lui l'Occident n'a pas à recevoir de leçons de vie d'un continent qui se suicide à petit feu en cultivant ses

particularismes. Deux réflexions fortes qui, chacune à leur manière, remettent en cause les politiques de coopération et l'aide au développement.



L'Afrique au secours de l'Occident

Par A.-C. Robert

Éditions de l'Atelier

2004, 157 p.

ISBN 2 7082 3727 6

16 €

Les Éditions ouvrières

12, avenue Sœur Rosalie

75013 Paris, France

Négrologie

Par S. Smith

Éditions Calmann-Lévy

2003, 250 p.

ISBN 2 7021 3334 7

17 €

31, rue de Fleurus

75006 Paris, France

## Cadeaux du ciel



Vue du ciel, la terre se dévoile et se déchiffre mieux. Les photographies aériennes, prises d'un avion ou d'un satellite, atteignent le degré de précision que l'on sait. Il n'est cependant pas nécessaire de prendre autant d'altitude pour comprendre ce qui se passe au sol. Un cerf-volant équipé d'un appareil photo offre une belle alternative à ces technologies coûteuses comme outil d'analyse et de suivi des états de surface.

La prise de vue à basse altitude est particulièrement adaptée à des sites spécifiques : un puits, un village, un champ ou un chantier archéologique. Ici, des moutons et des chèvres se détachent sur le sol comme des grains de riz : il ne reste plus qu'à les compter. Sur un autre cliché, les effets de l'érosion sautent aux yeux.

Cette technique, qui date de 1888, a été utilisée avec profit dans le Projet de développement rural de Tahoua au Niger, au cours de la dernière décennie. Les enseignements de cette expérience ont d'abord été partagés lors d'un atelier en 1999 avant de donner naissance à ce petit manuel bourré de références. Il explique schémas à l'appui comment construire et équiper un cerf-volant, le faire voler et ensuite interpréter les images cueillies du ciel.

L'œil du cerf-volant

Par E. Tielkes

Éditions Margraf Verlag - CTA

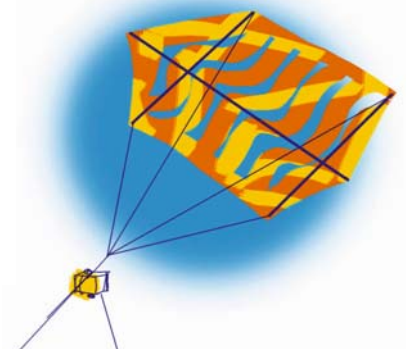
2003, 113 p.

ISBN 3 8236 1406 1

30 €

N° CTA 1153

40 unités de crédits



## Marchés d'avenir

■ L'Afrique de l'Ouest est-elle assez armée pour nager dans le grand bain de la mondialisation ? Quels sont ses atouts ? Pour le Club du Sahel, dix-sept experts, du Sud et du Nord, se sont livrés à une étude extrêmement pointue, bien documentée, et illustrée de cartes et de tableaux très parlants. À première lecture, l'état des lieux, qui porte notamment sur le capital humain, la gouvernance et les jeux de pouvoir, les dynamiques de production, les échanges et réseaux marchands, n'incite guère à l'optimisme. L'agriculture et l'élevage, piliers de l'économie de la plupart des pays de la zone, ont cependant un rôle capital à jouer dans la compétitivité ouest-africaine. La première a donné naissance, au

Nigeria, en Côte d'Ivoire ou au Ghana, par exemple, à une industrie agroalimentaire dynamique et exportatrice mais très fragile car exposée aux aléas de la conjoncture internationale. Pour les auteurs, l'agriculture ne se développera que si elle réussit à s'adapter aux besoins croissants des villes et à la régionalisation



des échanges. Il en va de même pour l'élevage.

Cette réflexion collective et pluridisciplinaire invite l'élite intellectuelle à se montrer "fière, confiante en ses capacités et en celles du continent, honnête, performante, attachée aux valeurs du terroir et ouverte aux valeurs fécondantes des autres". Un pari sur la ressource humaine.

L'Afrique de l'Ouest dans la compétition mondiale. Quels atouts possibles ?

Sous la direction de J. Damon et J. O. Igué  
Coll. Économie et développement  
Karthala, 2004, 504 p.  
ISBN 2 84586 471 X  
32 €

Éditions Karthala  
22-24, boulevard Arago  
75013 Paris  
France  
Fax : +33 1 45 35 27 05  
E-mail : karthala@wanadoo.fr  
Site Web : www.karthala.com

## La communication, ça s'apprend !

■ Pour les lecteurs, mis en appétit par notre dossier sur les technologies de l'information et de la communication et notre rubrique *Repères*, qui souhaiteraient aller encore plus loin, voici quelques titres d'ouvrages disponibles auprès du CTA. Nous vous les avons déjà présentés dans des numéros précédents mais leur contenu reste tout à fait d'actualité.

Les livres qui parlent de communication ne sont pas toujours très... communicants. Celui de Paul Mundy et Jacques Sultan, *Les révolutions de l'information : comment la gestion de l'information et de la communication modifie l'existence des populations rurales* (voir *Spore* 95) est une somme sans pourtant être assommant. À partir de quarante expériences réussies et durables, il nous montre comment l'information et la communication sous toutes leurs formes (radio, télévision, TIC, bibliothèques, savoirs paysans, etc.) ont apporté de vrais changements dans les villages des pays ACP.

Les images sont un moyen de communication puissant, direct et instantané à condition de savoir les lire. Dans des contextes culturels différents, certains logos ou symboles peuvent être sources de confusion et de malentendu. L'ouvrage de Volker Hoffmann, *La communication sous-tendue par l'image en Afrique* (voir *Spore* 94), après une approche théorique de la communication par l'image,



développe deux exemples où la communication assistée par l'image a été particulièrement réussie, au Burkina Faso et au Rwanda.

Pour "sensibiliser un public" et faire passer des messages, il faut certes savoir utiliser tous les outils du "Parfait petit communicateur" : communiqués de presse,

techniques d'interview, rapports annuels, événements publicitaires, foires, gestion des situations de crise, suivi et évaluation, etc. Mais cela ne suffit pas. Le manuel de *Communication institutionnelle à l'usage des ONG et des instituts de recherche agricole en Afrique* (voir *Spore* 102) va plus loin en rappelant aux organisations paysannes et aux instituts de recherche agricoles africains que la communication à sens unique est vouée à l'échec et que, pour bien se faire comprendre, il est essentiel de connaître et d'écouter d'abord les publics auxquels on s'adresse.

Les révolutions de l'information : comment la gestion de l'information et de la communication modifie l'existence des populations rurales  
Par P. Mundy et J. Sultan,  
CTA, 2001, 241 p.  
ISBN 92 9081 2397  
Téléchargeable au format PDF sur le site  
<http://www.cta.int/pubs/inforev/index.htm>, 1,9 Mb  
N° CTA 1038. 40 unités de crédit

La communication sous-tendue par l'image en Afrique : principes, exemples et recommandations concernant les méthodes de communication adaptées dans le cadre des programmes de développement rural conduits en Afrique subsaharienne  
Par V. Hoffmann, Margraf - CTA  
2000, 354 p. ISBN 3 8236 1344 8  
N° CTA 1039. 40 unités de crédit

Communication Institutionnelle : Manuel à l'usage des ONG et des instituts de recherche agricole en Afrique  
CTA, 2002, 160 p.  
ISBN 9966 9705 4 1  
N° CTA 1089. 20 unités de crédit

## L'État pilote

■ Le désengagement de l'État en Afrique a créé un nouvel environnement économique libéralisé dans lequel interagissent une multitude d'opérateurs privés, notamment dans le secteur agricole. Cette nouvelle configuration implique un mode d'implication différent et plus subtil de la part de l'État qui doit continuer à intervenir et définir les règles du jeu. À partir de l'exemple de l'agriculture camerounaise, les auteurs ont élaboré un schéma d'intervention en quatre étapes : analyse des enjeux et défis du secteur étudié, mode de fonctionnement de celui-ci, diagnostic économique et élaboration d'un programme d'action. Ce guide d'aide à la décision, plutôt pointu, s'adresse aux acteurs des politiques agricoles.

Manuel de formation aux politiques agricoles en Afrique  
Par D. Herbel, E. Bamou, H. Mkounga et V. Achancho  
Maisonneuve et Larose/AFREDIT  
2003, 321 p.  
ISBN 2 7068 1748 8  
et 2 86877 195 5  
38 €  
Maisonneuve et Larose  
15, rue Victor-Cousin  
75005 Paris  
France  
E-mail : servedit1@wanadoo.fr

## Réflexion solidaire

■ Dans sa collection "Cahiers de propositions pour le XXI<sup>e</sup> siècle", la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme formule 12 propositions pour le commerce équitable (voir pages 1 et 2 de ce numéro). Leur objectif est triple : renforcer la cohérence et l'organisation du commerce équitable, définir un ensemble de pratique au service du développement durable et enfin améliorer l'impact social socio-économique de ces échanges. Ce petit ouvrage synthétise les contributions et réflexions menées pendant deux années par quelque soixante-dix chercheurs et praticiens du commerce équitable de tous les continents.

Commerce équitable : Propositions pour des échanges solidaires au service du développement durable  
Par P. Johnson  
Éditions Charles Léopold Mayer  
2003, 182 p.  
ISBN 2 84377 073 4  
10 €  
Éditions-Diffusion  
Charles Léopold Mayer  
28, rue Saint-Sabin  
75011, Paris  
France  
Fax : +33 1 48 06 48 86  
Texte disponible en français et en anglais sur le site de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire : [www.alliance21.org/fr/proposals](http://www.alliance21.org/fr/proposals) en RTF (452 Ko) et en PDF (756 Ko)

# Hausse de régime pour le bureau de Bruxelles

Le bureau du CTA à Bruxelles, qui jusqu'à récemment avait surtout un rôle administratif, prend un nouveau souffle. L'élargissement du champ des activités de l'antenne bruxelloise fait partie du plan du CTA pour une meilleure visibilité dans la capitale belge, si stratégique. Le Centre sera ainsi bien placé pour traiter les questions relatives aux pays ACP.

Jusqu'au mois de janvier dernier, date du changement effectif, le bureau de Bruxelles avait surtout un rôle de liaison avec le Secrétariat des pays ACP, le groupe ACP lui-même, la Commission européenne et le ministère belge des Affaires étrangères.

Dorénavant, le bureau bruxellois aura un rôle beaucoup plus dynamique. Il sera une antenne active autour des acteurs basés à Bruxelles pour les questions intéressantes et affectant les pays ACP et fera le lien entre l'éventail de plus en plus large des partenaires ACP-UE et le CTA. Le bureau s'efforcera de la même manière d'encourager un plus grand échange d'informations entre les groupes-clés, dont le Groupe ACP et le Secrétariat général ACP, le Conseil des ministres ACP-UE, la Commission

européenne, l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE et le Parlement européen, les groupes de la société civile et les ONG.

Une des tâches importantes du bureau sera de mieux faire connaître les activités du CTA auprès de l'ensemble de ces groupes. Il s'agit de veiller à ce que les activités du CTA s'accordent avec celles des autres organisations en bonne synergie et complémentarité. "Bruxelles n'est plus seulement un endroit où les projets du CTA et de son institution sœur sont reconnus", souligne Carl Greenidge, directeur du CTA. "Le bureau peut jouer un rôle central pour approfondir le dialogue. Il doit donc prendre une part plus active dans le mouvement des idées et des résultats atteints parmi un éventail d'acteurs de plus en plus large."



## Le magazine Spore



Spore est le magazine bimestriel du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – ACP-UE. Le CTA est régi par les Accords de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique,

des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne.

© CTA 2004, ISSN 1011 0054

### Editeur:

Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accords de Cotonou ACP-UE

CTA, Postbus 380  
6700 AJ Wageningen,  
Pays-Bas

Tél.: +31 317 467 100

Fax: +31 317 460 067

E-mail: cta@cta.int

Site Web: <http://www.cta.int>

### Rédaction:

Directrice de la rédaction:

Marie-Agnès Leplaideur

Syfia International

20, rue du Carré-du-Roi

34000 Montpellier, France

Fax: +33 4 67 52 70 31

E-mail: [redaction.spore@syfia.info](mailto:redaction.spore@syfia.info)

Rédactrice en chef de la version anglaise:

Clare Pedrick

Via dello Spagna 18

06049 Spoleto (PG), Italie

Tél: +39 743 225640

E-mail: [english.spore@hotmail.com](mailto:english.spore@hotmail.com)

Rédactrice en chef de la version française:

Denise Williams

Syfia International (adresse ci-dessus)

E-mail: [redaction.spore@syfia.info](mailto:redaction.spore@syfia.info)

Ont participé à ce numéro:

Nasseem Ackbarally, Taye Babaleye,

Catherine Barnard, Fabrice Boulé, Robert

Huggan, André Linard, Médiascope,

Souleymane Ouattara, Madieng Seck,

Etienne Tassé, avec l'appui éditorial du CTA

**Mise en page:** Intactile DESIGN, France

**Impression:** Imprimerie Publicep, France

## Boîte postale 380

*Nous sommes toujours heureux de recevoir du courrier de nos lecteurs. Savoir que vous êtes si nombreux à lire le fruit de nos efforts fait chaud au cœur. Mais il est particulièrement encourageant d'avoir des nouvelles de tous ceux qui sont prêts à transmettre leurs expériences concrètes. Puissent les rangs des lecteurs de Spore continuer à grossir encore et encore.*



## L'avenir en roses

**Julius Lambi**, qui nous écrit du Cameroun, travaille pour le *Community Development Volunteers for Technical Assistance (CDVTA)*, une ONG dont le but est de promouvoir le développement durable à la base. Il débordait d'enthousiasme au sujet d'une initiative de culture florale dans la province camerounaise du Nord-Ouest, où quelque 25 jeunes agriculteurs et jeunes en fin de scolarité ont trouvé un avenir dans la floriculture.

"Pour rester au niveau de l'Ouest, en matière d'agriculture, il faut que l'Afrique apprenne à diversifier sa production agricole. Dans cette communauté rurale où plus de 80 % de la population se consacrent aux cultures vivrières et où les capacités de stockage sont faibles, se posent en permanence des problèmes de ruées sur l'approvisionnement et de très bas prix pour les cultures vivrières", écrit M. Lambi. "Pour les gens à très faible revenu, la culture des fleurs représente ici une activité hautement lucrative. Elle est commode car elle ne demande pas beaucoup de soins."

Les jeunes horticulteurs entrepreneurs cultivent un éventail de quelque 250 variétés de plantes à fleurs telles que rosiers hybrides, hibiscus, amarantes, lys et ipomées. Les fleurs sont vendues dans les villes voisines de Buea, Limbe et Tiko, mais surtout à des clients de Douala, capitale commerciale du Cameroun. Fait encourageant, hôtels et bureaux se mettent aussi à acheter des fleurs. Quelques jeunes producteurs font état de gains mensuels de l'ordre de 700 000 FCFA (1077 €), soit trois fois le revenu qu'ils pourraient tirer des cultures vivrières.

"De l'eau à bas prix et un bon réseau routier reliant les zones urbaines alentour ont

permis à la floriculture de se développer dans cette localité, poursuit M. Lambi. Ces jeunes agriculteurs utilisent pour leurs cultures florales des insecticides bon marché et des fertilisants disponibles sur place comme la fiente de volaille. Il n'existe toujours pas dans cette localité de syndicat pour les floriculteurs, et pourtant l'avenir de la floriculture y est de plus en plus prometteur; les producteurs expérimentent des variétés de fleurs rares et exotiques et s'exercent à de nouvelles techniques de production. Le succès de la floriculture repose donc sur un message: 'Agriculteurs africains, essayez de cultiver l'inédit sans oublier le classique!'

## Trucs et astuces

Pendant ce temps en Zambie, l'ancien professeur d'agriculture **Aswelo Tembo** tient à faire partager à d'autres lecteurs de *Spore* ses expériences d'une retraite active. Au lieu de profiter d'un repos bien mérité, M. Tembo a consacré son temps à aider les paysans de Kacholola, dans l'est de la Zambie.

"La plupart des habitants sont des paysans. Ils se nourrissent essentiellement de maïs, accompagné de légumes et de viande. La situation est généralement mauvaise après une saison de pluies médiocre. Le maïs, culture principale, est donc à la fois source alimentaire et de revenus. Mais ils n'ont pas accès au crédit, ni à la formation agricole ou à l'information", explique-t-il. Avec son aide, les agriculteurs ont introduit la culture du tournesol: l'huile leur procure des revenus et les plants font office de désherbant en rotation avec le maïs. M. Tembo les a

**DORA**

# Un nouvel essor

**L**e programme Distribution d'Ouvrages de Référence en Agriculture (DORA) du CTA, remanié, a démarré sur les chapeaux de roues et va encore se développer cette année, avec pour les abonnés un vaste choix de nouveaux titres. Pour résumer : l'initiative lancée l'année dernière a remplacé l'ancien système qui proposait gratuitement des ouvrages sur l'agriculture à une poignée d'institutions seulement, une dizaine environ.

Avec les nouvelles dispositions, 1250 organismes au moins bénéficient de ce système

de livres gratuits. Ils ont été choisis parmi les partenaires du CTA et les abonnés à son Service de distribution des publications (SDP).

Le programme DORA a été intégré au système d'unités de crédit, en place depuis longtemps et très populaire. Comme le savent nombre de nos lecteurs, il permet d'être abonné au SDP et d'obtenir des unités qui peuvent être utilisées pour commander des ouvrages figurant sur la liste du CTA. Pour pouvoir bénéficier du système d'unités de crédit, les candidats, organisations ou particuliers, doivent résider dans un pays ACP et travailler dans l'agriculture ou le développement rural. Les abonnés reçoivent chaque année leur quota d'unités de crédit, qu'ils peuvent dépenser comme bon leur semble parmi les titres du catalogue du CTA, dont un nombre important font l'objet de comptes rendus dans Spore.

L'accès au programme DORA est réservé aux organisations, et seulement sur invitation. Priorité est donnée aux institutions agronomiques qui disposent d'une bibliothèque et/ou sont familiarisées avec le système d'unités de crédit, car l'obligation de partager les ouvrages fournis est une des conditions qui gouvernent le choix des bénéficiaires. La moitié des institutions sélectionnées est de langue anglaise, l'autre moitié de langue française, et le CTA a veillé à choisir les bénéficiaires parmi un large éventail de pays ACP et différents organismes, y compris des groupements féminins.

Une fois qu'ils ont été invités à participer à DORA, les abonnés ont droit à des unités de crédit supplémentaires pour commander des publications. Ce qui est nouveau, c'est que les membres de DORA peuvent utiliser leurs points pour commander non seulement des ouvrages du catalogue du CTA, mais également des ouvrages de référence sur l'agronomie publiés chez d'autres éditeurs. Les titres non CTA figurent dans un catalogue envoyé chaque année aux abonnés. Le catalogue anglais propose quelque 250 publications et le catalogue français environ 150.

Pour 2004, il n'y aura aucun changement parmi les 1250 abonnés choisis pour participer au programme DORA. Ils pourront feuilleter un catalogue mis à jour de publications non CTA, ainsi qu'un supplément au catalogue CTA comprenant de nouveaux titres. Mais que les organismes non sélectionnés ne perdent pas espoir ! La liste des membres, close pour cette année, sera ouverte en 2005 à de nouveaux membres. Et le système d'unités de crédit fonctionne toujours.

**Notre distributeur commercial  
a changé !  
Voir sa nouvelle adresse ci-contre**

## Services aux lecteurs

**Ecrire à Spore**

CTA  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen,  
Pays-Bas  
Fax : + 31 317 460067  
E-mail : [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

**S'abonner à Spore**

■ **Recevoir la version imprimée**

L'abonnement est :  
• **gratuit** pour les organisations et particuliers vivant dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et dans l'UE : CTA Spore subscriptions, PO Box 173 6700 AJ Wageningen Pays-Bas ou [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

• **payant** pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros) : abonnement à souscrire auprès du distributeur commercial (voir ci-dessous).

■ **Recevoir le résumé gratuit par e-mail**

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à : <http://spore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à [join-spore-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-fr@lists.cta.int)

Pour la version texte seulement : [join-spore-text-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-text-fr@lists.cta.int)

■ **Lire Spore sur écran**

• sur le Web : consultez [spore.cta.int](http://spore.cta.int)  
• par satellite : captez les émissions de Spore Plus sur les canaux d'Afristar des programmes multimédia de la Fondation WorldSpace. Informations détaillées : [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

**Reproduire Spore**

- Pour un usage non commercial, les articles de Spore peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.
- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.



## Publications

**Pour obtenir les publications**

Les publications du CTA identifiées dans Spore par la feuille verte sont disponibles gratuitement pour les abonnés au Service de distribution des publications (SDP) du CTA. Les autres lecteurs peuvent les acheter auprès du distributeur commercial du CTA.

Seules les organisations agricoles et rurales et les particuliers résidant dans les pays ACP peuvent s'abonner au SDP. Les abonnés au SDP bénéficient chaque année d'un certain nombre d'unités de crédit gratuites pour obtenir des publications du catalogue du CTA. La liste des publications disponibles est consultable dans le catalogue électronique du CTA ([www.cta.int](http://www.cta.int)).

■ Toutes les autres publications, qui sont précédées d'un carré orange, sont disponibles chez les éditeurs mentionnés ou dans les librairies.

**Distributeur commercial**

à partir du 1<sup>er</sup> mai 2004  
SMI (Distribution Services) Limited  
P.O.Box 119  
Stevenage  
Hertfordshire SG1 4TP  
Royaume-Uni  
Fax : +44 1438 748844  
E-mail : [Enquire@SMIBooks.Com](mailto:Enquire@SMIBooks.Com)  
Site Web : [www.earthprint.com](http://www.earthprint.com)

également aidés à organiser des ateliers pour enseigner l'agriculture de conservation et l'irrigation au goutte-à-goutte.

"Je suis à l'origine d'un salon de l'agriculture dans notre région et j'ai organisé une coopérative que je dirige non sans fierté en tant que chargé des relations publiques" écrit M. Tembo. "La revue Spore est l'une de mes sources d'inspiration et d'information. Merci à Spore, de la part des agriculteurs de Kacholola."

Et merci à vous M. Tembo, de la part de nous tous à Spore.

### A vos archives !

**Macodou Sow**, technicien horticole, nous rappelle qu'un Club Spore /Sénégal existe à son initiative depuis... 1991 (B.P. 05 Ndoulo, Sénégal, tél-fax : +221 972 60 06). Spore avait annoncé sa création dans son numéro 33 ! "Actuellement, écrit-il, le Club réunit 836 membres dont 575 femmes, répartis sur 18 zones dans 10 des 11 régions du Sénégal. Il regroupe des techniciens du monde rural, des femmes travailleuses, des formateurs en alphabétisation, des horticulteurs, des artisans, des éleveurs, des informaticiens.

"Notre seul blocage c'est que nous n'avons pas un partenaire qui puisse vraiment nous soutenir. Nous travaillons avec les moyens du bord. À cause de la pauvreté, nous manquons de tout et de rien pour réaliser nos projets de développement dans les milieux ruraux où les paysans traînent sans soutien. Vos informations dans le bulletin Spore nous encouragent beaucoup."

"Les différents abonnés de Spore devraient pouvoir se connaître et développer des types de partenariat entre eux. Il est vivement souhaité que le CTA puisse souvent organiser des rencontres de découvertes et d'échanges pour les abonnés. C'est pourquoi, nous envisageons un réseau des clubs Spore à l'avenir qui regroupera les abonnés de tous les pays."

*Votre fidélité et votre dynamisme font vraiment plaisir à voir ! Nous espérons, nous aussi, qu'ils inspireront des lecteurs d'autres pays et que Spore favorisera ainsi de beaux échanges entre vous. Même si de telles initiatives sont sympathiques, le CTA n'a pas vocation à les soutenir. Si ce n'est moralement...*



Agent de terrain, puis directrice générale du Centre d'études sociales de l'Afrique de l'Ouest (CESAO), Mme Rosalie Ouoba n'a cessé de se battre pendant 20 ans pour faire entendre la voix des femmes rurales. Aujourd'hui établie à son compte, elle anime un réseau d'expertise pour l'Afrique de l'Ouest et le Tchad.

## Femme et décentralisation

# Si ton mari t'écoute...

**La présence des femmes au sein des instances de décision ne garantit nullement un bon exercice de la démocratie, encore moins l'amorce d'un réel développement. Pour que la décentralisation, si pleine de promesses pour les femmes, ne soit pas qu'une mode passagère, il faut d'abord privilégier le dialogue au sein du foyer.**

**T**extes de loi volontaristes, professions de foi, intentions louables... On peut difficilement reprocher aux gouvernements africains de ne pas favoriser l'implication des femmes dans la gestion des instances décentralisées. Mais ces efforts échouent, en raison d'une grave omission : en milieu rural, la femme ne prend pas la parole devant les hommes pour décider du sort de la communauté. Généralement, seules les femmes à "l'oreille dure", qui défient l'ordre établi, s'expriment en public.

Le nombre limité de femmes au sein d'instances dominées par les hommes constitue aussi un frein supplémentaire à la libre expression féminine. Comment les hommes, malgré toute leur bonne volonté, peuvent-ils prendre les bonnes décisions pour les femmes ? Ils auront tendance par exemple à minimiser le creusage de puits en nombre suffisant dans le village, car contrairement aux femmes, ils ne vivent pas au quotidien la corvée d'eau, ponctuée de longues marches et d'attentes épuisantes autour du forage. Il faut y prendre garde car cette fausse participation peut creuser davantage le fossé hommes-femmes et bloquer le développement à la base.

Heureusement, les choses peuvent changer. Pas par des lois imposées, des déclarations... mais par une prise en compte des réalités locales. Une bonne nouvelle du Mali par exemple : une association membre de l'Union des femmes rurales ouest-africaines et du Tchad (l'UFROAT a été mise en place en 2000, à Bobo-Dioulasso, par Mme Ouoba, alors directrice générale du CESAO, Ndlr) compte de nombreuses femmes élues dans les communes rurales.

### Dialoguer sur les enjeux importants pour la famille

En son temps, nous avons conseillé ceci : "De retour dans vos foyers respectifs, négociez la création d'un espace de débats avec votre époux, en commençant par la gestion de l'exploitation agricole". Certains hommes acceptent alors de discuter avec leur femme, pour savoir quelle superficie du champ consacrer au coton, aux vivriers, et quelle

partie réserver à leur épouse pour ses légumes. Ces échanges se prolongent dans les instances locales sur d'autres sujets, sans pour autant prendre des allures de contestation. Car hommes et femmes ont appris à dialoguer déjà au foyer sur des enjeux importants pour la famille. Ce qui n'était pas le cas par le passé.

Si cette démarche, aussi modeste soit-elle, faisait tâche d'huile, un réel dialogue pourrait s'établir entre l'homme et la femme. Les principaux avantages : une plus grande productivité agricole et un meilleur statut de la

*“Le dialogue au sein du foyer, préalable à une participation des femmes aux affaires de la cité”*

femme au sein du foyer. Car plus la femme dépense, investit, plus elle force l'admiration de son mari, de la société... Première étape de la citoyenneté : décider avec sa femme, ses enfants, qui constituent la force de travail du ménage, du programme d'activités familial. C'est la meilleure façon d'obtenir des changements d'attitudes et de comportement vis-à-vis de la femme. Une femme considérée sera encouragée à s'exprimer librement. Autrement, elle peut se dire, "si je parle, comment va-t-on le prendre ? Qu'est-ce qu'on va dire". Mais si sa famille lui donne la possibilité de s'exprimer, elle pourra plus facilement faire entendre sa voix dans les instances publiques aussi et faire valoir son point de vue comme femme et comme citoyenne. On pourra alors dire qu'elle participe à la gestion de la cité dans laquelle elle vit.

Le dialogue au sein du foyer, c'est donc un préalable à une participation pleine et entière des femmes aux affaires de la cité. Mais il ne saurait se passer de "mesures d'accompagnement". Il en existe certes une multi-

tude. Nous insisterons sur la révision des lois et sur la formation. Aujourd'hui, pour être maire, conseiller municipal, communal, etc., il faut être sur une liste de parti politique. Sachant que peu de femmes sont affiliées aux partis, elles ont peu de chances d'accéder à ces responsabilités. La modification des lois s'impose pour permettre aux organisations de la société civile, notamment les associations féminines, de présenter des candidates avec l'espoir de faire élire plusieurs des leurs pour s'impliquer dans les structures de décision et défendre le point de vue des femmes. Cela pourrait assurer une plus grande présence des femmes au sein des instances.

### Apprendre à prendre la parole

L'effet du nombre jouant, les femmes seront encouragées à prendre la parole pour se renforcer mutuellement et donner leur opinion sur des points précis dans la gestion de la communauté. Elles peuvent aussi se concerter et désigner une porte-parole. Celle-ci pourra plus facilement s'exprimer au nom des autres femmes qu'en son seul nom. Deuxièmement, les femmes doivent être formées à la négociation, au lobbying, à la maîtrise des enjeux et à la compréhension des grandes questions en débat. Cela leur permettra d'avoir des capacités de proposition et de défense de leurs intérêts. Car souvent, elles sont présentes, mais elles ne maîtrisent pas très bien les sujets. Dans ce cas, elles évitent d'ouvrir la bouche, pour ne pas se ridiculiser. Même si elles sont présentes physiquement, elles ne peuvent ni donner leur point de vue encore moins le défendre.

Une telle mini-révolution ne rendra pas service aux femmes seules, mais à toute la communauté, qui réduira ainsi la fracture entre hommes et femmes, hommes et jeunes...

E-mail de l'UFROAT : resafra\_t@yahoo.fr

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.